

4 / 8 - 794 / 2 - 88 / 89

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

15 JUIN 1989

BUDGET

du Ministère des Affaires étrangères, du
Commerce extérieur et de la Coopération au
Développement pour l'année budgétaire 1989
(Crédits : Affaires étrangères)

INTERPELLATION JOINTE

de M. Di Rupo au Ministre des
Relations extérieures sur l'action
diplomatique que peut entreprendre la
Belgique pour inciter la Communauté
européenne à adopter une position commune
à l'égard des déclarations du Président
Saddam Hussein

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTERIEURES (1)

PAR M. VAN WAMBEKE

Ce budget a été examiné en réunion publique de la commission.

(1) Composition de la Commission :
Président : M. Gol.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Dhoore, Steverlynck,
Uyttendaele, Van Hecke,
Van Wambeke.
P.S. MM. Biefnot, Collart, Deni-
son, Mottard, Tasset.
S.P. Mme Lefebver, MM. Sleetckx,
Van der Sande, Vanvelt-
hoven.
P.V.V. MM. De Croo, Kempinaire,
Mme Neyts-Uyttebroeck.
P.R.L. MM. Damseaux, Gol.
P.S.C. MM. Gehlen, Laurent.
V.U. M. Anciaux.
Ecolo- M. Van Dienderen.
Agalev

B. — Suppléants :

MM. J. Bosmans, Bourgeois,
Cauwenberghs, Desutter, Van Peel,
N.
MM. W. Burgeon, Daerden,
M. Harmegnies, Y. Harmegnies,
Janssens, Walry.
Mme De Meyer, MM. Derycke, Galle,
Hancké, Timmermans.
MM. Beysen, Cortois, Vermeiren,
Vreven.
MM. de Donnée, Knoops, Poswick.
MM. Beaufays, Ph. Charlier,
J. Michel.
M. Caudron, Mme Maes.
MM. Geysels, Winkel.

Voir :

4 / 8 - 794 - 88/89 :

— N° 1 : Budget.

4 / 8 - 794 / 2 - 88 / 89

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

15 JUNI 1989

BEGROTING

van het Ministerie van Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel en
Ontwikkelingssamenwerking voor het
begrotingsjaar 1989
(Kredieten : Buitenlandse Zaken)

TOEGEVOEGDE INTERPELLATIE

van de heer Di Rupo tot de Minister van
Buitenlandse Betrekkingen over de
diplomatieke actie die door België op het
getouw kan worden gezet om de Europese
Gemeenschap ertoe te brengen een zelfde
houding aan te nemen ten aanzien van de
verklaringen van President Saddam Hoessein

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER VAN WAMBEKE

Deze begroting werd besproken in openbare commissievergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :
Voorzitter : de heer Gol.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Dhoore, Steverlynck,
Uyttendaele, Van Hecke,
Van Wambeke.
P.S. HH. Biefnot, Collart, Deni-
son, Mottard, Tasset.
S.P. Mevr. Lefebver, HH. Sleetckx,
Van der Sande, Vanvelt-
hoven.
P.V.V. HH. De Croo, Kempinaire,
Mevr. Neyts-Uyttebroeck.
P.R.L. HH. Damseaux, Gol.
P.S.C. HH. Gehlen, Laurent.
V.U. H. Anciaux.
Agalev-H. Van Dienderen.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

HH. J. Bosmans, Bourgeois,
Cauwenberghs, Desutter, Van Peel,
N.
HH. W. Burgeon, Daerden,
M. Harmegnies, Y. Harmegnies,
Janssens, Walry.
Mevr. De Meyer, HH. Derycke,
Galle, Hancké, Timmermans.
HH. Beysen, Cortois, Vermeiren,
Vreven.
HH. de Donnée, Knoops, Poswick.
HH. Beaufays, Ph. Charlier,
J. Michel.
H. Caudron, Mevr. Maes.
HH. Geysels, Winkel.

Zie :

4 / 8 - 794 - 88/89 :

— N° 1 : Begroting.

SOMMAIRE

	Page
I. Exposé introductif du Ministre des Relations extérieures	2
II. Discussion générale	8
1. La politique européenne	8
2. La problématique de l'allègement de la dette	11
3. Les relations belgo-zaïroises	13
4. Le Proche et le Moyen Orient	15
a) Le Liban	15
b) La Palestine	16
c) Le problème des otages	16
5. L'Amérique latine	18
6. La Roumanie	19
7. La Chine	21
8. Questions particulières	22
III. Interpellation jointe :	
Interpellation n° 161 de M. Di Rupo sur l'action diplomatique que peut entreprendre la Belgique pour inciter la Communauté européenne à adopter une position commune à l'égard des déclarations du Président Saddam Hussein	24
IV. Votes	27

MESDAMES, MESSIEURS,

Les crédits afférents au secteur Affaires étrangères et figurant au budget pour 1989 ont été examinés par votre Commission au cours de ses réunions du 24 mai et du 6 juin 1989.

Le vote est intervenu lors de la réunion du 8 juin 1989 (voir : « IV. — Votes »).

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES

Le Ministère des Affaires étrangères est un département de traditions où la continuité et la persévérance doivent demeurer les principales préoccupations.

Le budget qui est soumis à la Commission est dès lors un compromis qui tente de concilier la constance et la permanence des objectifs à atteindre et la volonté du Gouvernement de rentabiliser au mieux les dépenses de l'Etat et de réaliser les économies les plus substantielles possibles.

Aussi ce projet se situe-t-il dans la ligne de la politique que le Gouvernement s'est assignée en l'occurrence mais comporte-t-il néanmoins les moyens nécessaires à la modernisation de l'instrument de la représentation de la Belgique à l'étranger que constituent aussi bien les missions diplomatiques et consulaires que les services de l'Administration centrale dont dispose le Ministre des Affaires étrangères.

La part des crédits demandés au titre I de ce budget relative au secteur Affaires étrangères et Commerce extérieur pour l'année 1989 avant la réforme de l'Etat s'élève à 9 995,1 millions de francs soit 422,6 millions

INHOUD

	Blz.
I. Inleiding van de Minister voor Buitenlandse Betrekkingen	2
II. Algemene bespreking	8
1. De Europese politiek	8
2. De schuldverlichting	11
3. De Belgisch-Zairese betrekkingen	13
4. Het Nabije en het Verre Oosten	15
a) Libanon	15
b) Palestina	16
c) Het vraagstuk van de gijzelaars	16
5. Latijns-Amerika	18
6. Roemenië	19
7. China	21
8. Specifieke vragen	22
III. Toegevoegde interpellatie :	
Interpellatie n° 161 van de heer Di Rupo tot de Minister van Buitenlandse Betrekkingen over de diplomatieke actie die door België op het getouw kan worden gezet om de Europese Gemeenschap ertoe te brengen eenzelfde houding aan te nemen ten aanzien van de verklaringen van President Saddam Hoessein	24
IV. Stemming	27

DAMES EN HEREN,

De kredieten betreffende de sector Buitenlandse Zaken die voorkomen in de desbetreffende begroting 1989 werden door uw Commissie besproken tijdens haar vergaderingen van 24 mei en 6 juni 1989.

De stemming had plaats ter vergadering van 8 juni 1989 (zie : « IV. — Stemmingen »).

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VOOR BUTENLANDSE BETREKKINGEN

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken is een departement met tradities waar continuïteit en doorzettingsvermogen hoog in het vaandel staan.

De begroting die aan de Commissie wordt voorgelegd, is dan ook een compromis dat de onveranderlijkheid van de doelstellingen poogt te verzoenen met de wil van de Regering om de Staatsuitgaven zo rendabel mogelijk te maken en, parallel daarmee, zoveel mogelijk te bezuinigen.

Dit ontwerp ligt in de lijn van het beleid dat de Regering ter zake heeft uitgestippeld. Toch bevat het de middelen die nodig zijn om de vertegenwoordiging van België in het buitenland te moderniseren; die vertegenwoordiging geschiedt zowel door diplomatieke en consulaire zendingen, als door de diensten van het Centraal Bestuur bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

De kredieten die worden gevraagd in Titel I van deze begroting voor de sector Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel voor het jaar 1989 vóór de Staatshervorming bedragen 9 995,1 miljoen frank, wat 422,6

de francs ou 4,05 % de moins que la part correspondante prévue au budget du département pour 1988.

Ces économies ont pu se réaliser par suite de la diminution des échéances en ce qui concerne les subventions destinées à la promotion des exportations, ainsi qu'en raison de la bonne tenue du franc belge par rapport à la plupart des monnaies étrangères.

Les réductions de crédits en question n'ont par contre pas porté sur les positions budgétaires relatives à la présence et à la représentation de la Belgique à l'étranger, lesquelles ont pu être maintenues à un niveau satisfaisant.

Il est néanmoins à craindre que la hausse récente du cours du dollar américain ne vienne influencer négativement la valeur des crédits destinés à couvrir les dépenses à réaliser dans cette monnaie.

La situation est par contre fort différente en ce qui concerne les crédits relatifs à la rémunération du personnel de la carrière d'administration centrale, qui ont diminué proportionnellement à la réduction des effectifs résultant aussi bien des départs naturels que des départs anticipés, non compensés par des recrutements de remplacement.

En outre, la réforme de l'Etat a engendré le transfert vers les Régions d'une quotité de ces crédits fixée à 444,5 millions de francs, de manière telle que la part des crédits prévus au titre I du budget relative au secteur Affaires étrangères et Commerce extérieur se limitera en définitive à 9 550,6 millions de francs.

Les crédits transférés aux Régions couvrent une part des dépenses relatives à la prospection commerciale à l'étranger, à la participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'Office belge du Commerce extérieur, et à l'alimentation du Fonds du Commerce extérieur.

Quant aux crédits d'investissement sollicités au titre II de ce budget en ce qui concerne le secteur Affaires étrangères et Commerce extérieur, ils sont en augmentation de 41 % au niveau des engagements et de 29,3 % au niveau des ordonnancements par rapport à ceux prévus dans le même but au budget pour 1988.

Ces accroissements de crédits sont destinés d'une part à permettre de mener à son terme la modernisation du département, notamment par l'introduction de moyens informatiques de gestion et de télécommunication (Belextel) et d'autre part à continuer d'acquiescer à l'étranger certains immeubles destinés à servir de résidences ou de chancelleries des missions diplomatiques et des postes consulaires, de manière à réaliser ainsi, à terme, de substantielles économies sur les loyers des installations.

Le Ministre souhaite profiter de la discussion du budget 1989 du Ministère des Affaires étrangères pour informer la Commission des derniers développements au niveau européen. La politique européenne prend, à juste titre, une place prioritaire dans notre politique étrangère. Il paraît dès lors opportun, à un

miljoen frank of 4,05 % minder is dan het daarmee overeenstemmende gedeelte dat op de departementale begroting van 1988 was uitgetrokken.

Er kon worden bezuinigd dank zij de inkorting van de termijnen voor subsidies voor exportpromotie en ook dank zij het feit dat de Belgische frank zich goed hield ten opzichte van de meeste buitenlandse valuta.

De hier beschouwde kredietverminderingen golden daarentegen niet de begrotingsrubrieken betreffende de aanwezigheid en vertegenwoordiging van België in het buitenland : ze konden op een bevredigend peil worden gehandhaafd.

Niettemin valt ervoor te vrezen dat de recente koersstijging van de Amerikaanse dollar een negatieve invloed heeft op de waarde van de kredieten waarmee in die munt te verrichten uitgaven moeten worden gedekt.

De situatie verschilt daarentegen sterk voor de kredieten waarmee het carrièrepersoneel bij het Centraal Bestuur moet worden bezoldigd. Die kredieten zijn gedaald naar evenredigheid met de personeelsinkrimping ten gevolge van zowel natuurlijke als vervroegde afvloeiingen, die niet door vervangingsaanwervingen werden gecompenseerd.

Bovendien heeft de Staatshervorming geleid tot de overdracht aan de Gewesten van een gedeelte van die kredieten dat op 444,5 miljoen frank is vastgesteld. Daardoor blijft het gedeelte dat is uitgetrokken op Titel I van de begroting voor de sector Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel uiteindelijk beperkt tot 9 550,6 miljoen frank. De aan de Gewesten overgedragen kredieten dekken een gedeelte van de uitgaven voor de handelsprospectie in het buitenland, de bijdrage van de Staat in de werkingskosten van de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel en de ter beschikking stelling van middelen aan het Fonds voor Buitenlandse Handel.

De investeringskredieten die in Titel II van deze begroting voor de sector Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel worden gevraagd, zijn, vergeleken met die welke daartoe waren uitgetrokken op de begroting 1988, gestegen met 41 % voor de vastleggingen en met 29,3 % voor de ordonnancements.

Met die kredietstijgingen moet enerzijds de modernisering van het departement worden voltooid, onder meer door de invoering van bedrijfsinformatica en telecommunicatie (Belextel) en anderzijds moeten daarmee in het buitenland een aantal gebouwen worden aangekocht die als residentie of kanselarij van de diplomatieke zendingen en consulaire posten moeten dienen, zodat op termijn aanzienlijk kan worden bespaard op de huurprijzen van die gebouwen.

De Minister wil van de voorstelling van de begroting 1989 van het Ministerie van Buitenlandse Zaken gebruik maken om de Commissie te informeren over recente ontwikkelingen op Europees vlak. Het Europees beleid neemt — met reden — een prioritaire plaats in in ons buitenlands beleid en een toelichting

mois du Conseil européen de Madrid, de faire le point de la situation.

Depuis quelques années, l'Europe est à nouveau à la mode. L'eupessimisme a heureusement fait place, ces derniers temps, à un nouvel élan, qui ne doit toutefois pas nous faire tomber dans l'« euphorie ».

Le Ministre voit trois raisons à cette nouvelle dynamique européenne :

1) L'Acte unique, qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1987 et qui a entraîné une première modification fondamentale du Traité de Rome. L'Acte unique simplifie tout d'abord le processus décisionnel en rétablissant le principe de la décision majoritaire. Il associe également plus étroitement le Parlement européen à la prise de décision concernant les directives en rapport avec l'Acte unique. Il définit en outre de nouveaux champs d'action, dont l'environnement et l'acceptation du défi technologique.

La coopération politique européenne (CPE) constitue également un des objectifs communautaires prévus par le Traité.

2) La deuxième raison qui permet de parler d'un élan européen réside sans conteste dans les propositions « Delors », qui ont été adoptées à Hanovre et préparées par la présidence belge, et qui doivent garantir le succès de l'Acte unique.

3) L'objectif 1992, à savoir la réalisation avant la fin de cette année, de la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux dans la Communauté est la raison de loin la plus importante qui permet de parler d'une dynamique nouvelle. Cet objectif inscrit dans l'Acte unique européen et de la réalisation duquel le livre blanc de 1985 constitue le programme d'action, est une réponse de la Communauté au défi industriel lancé par le Japon et les Etats-Unis. Bien que près de la moitié des directives prévues par le livre blanc aient été approuvées, force est de constater que l'on n'a guère progressé en ce qui concerne la libre circulation des personnes et la suppression des obstacles fiscaux.

Les efforts se poursuivent néanmoins. Ainsi, le Conseil européen qui s'est tenu à Rhodes en décembre 1988 a-t-il désigné, en ce qui concerne la libre circulation des personnes dans les différents Etats membres, des coordinateurs qui auront pour mission de donner une impulsion aux nombreux groupes de travail chargés d'examiner les divers aspects de cette problématique.

Ces coordinateurs, qui sont, pour la Belgique, un haut fonctionnaire du Ministère de la Justice travaillant en collaboration avec les départements de l'Intérieur et des Affaires étrangères, feront rapport au prochain Conseil de Madrid et l'on peut s'attendre à de premières propositions concrètes et opérationnelles en ce qui concerne notamment le droit d'asile.

bij de recente evolutie lijkt op één maand van de Europese Raad te Madrid dan ook wenselijk.

Sedert een paar jaar is Europa opnieuw « in ». Het Europese doemdenken, het zogenaamde europessimisme heeft de laatste tijd gelukkig de plaats geruimd voor een nieuw elan, dat ons evenwel niet in een « euforie » moet laten verzinken.

Voor die nieuwe Europese dynamiek bestaan volgens de Minister drie redenen :

1) De Europese Akte, die op 1 juli 1987 in werking trad en die een eerste fundamentele wijziging van het Verdrag van Rome omvat. De Europese Akte vereenvoudigt vooreerst de besluitvorming, door het beginsel van de meerderheidsbeslissing opnieuw ingang te doen vinden (voor de richtlijnen verbonden aan de Eenheidsakte). Het Europees Parlement wordt door de Europese Akte ook nauwer bij de besluitvorming betrokken. Bovendien omschrijft de Europese Akte een aantal nieuwe beleidsdomeinen, waaronder het leefmilieu en het opnemen van de technologische uitdaging.

Ook de EPS (Europese Politieke Samenwerking) wordt als communautaire doelstelling in het Verdrag opgenomen.

2) De tweede reden om van een Europees elan te spreken ligt ongetwijfeld vervat in het in Hannover goedgekeurde, en door het vorige Belgische voorzitterschap voorbereide Delors-pakket, dat het succes van de Europese Akte dient te waarborgen.

3) Veruit de belangrijkste reden om van een nieuwe dynamiek te spreken vormt de doelstelling 1992, de beslissing om tegen het eind van dat jaar dit vrij verkeer van goederen, diensten, personen en kapitalen in de Gemeenschap te verwezenlijken. Deze in de Europese Akte opgenomen doelstelling, waarvoor het Witboek van 1985 het actieprogramma vormt, is een antwoord van de Gemeenschap op de industriële uitdaging van Japan en de Verenigde Staten. Alhoewel kan worden gesteld dat vrijwel de helft van de in het Witboek voorziene richtlijnen is goedgekeurd, dient anderzijds gesteld te worden dat met betrekking tot het opheffen van fiscale belemmeringen en het vrije personenverkeer nog bedroevend weinig vooruitgang is geboekt.

Daaraan wordt echter gewerkt. Zo werden door de Europese Raad van Rhodes in december van vorig jaar voor het vrije personenverkeer in de onderscheiden lidstaten coördinatoren aangewezen die een impuls moeten uitoefenen op de talrijke werkgroepen belast met de onderscheiden aspecten van deze problematiek.

Deze coördinatoren, voor België een hoge ambtenaar van het Ministerie van Justitie die samenwerkt met de departementen van Binnenlandse en van Buitenlandse Zaken zullen op de aanstaande Raad te Madrid verslag uitbrengen en men mag ter zake, onder meer op het vlak van het asielrecht, eerste concrete en operationele voorstellen verwachten.

Moins heureuse est l'évolution en ce qui concerne la suppression des barrières fiscales. Vu les réactions des Etats membres, la Commission a récemment dû assouplir ses propositions concernant une harmonisation de la TVA et des accises. Le Royaume-Uni doute d'ailleurs manifestement de la nécessité de cette harmonisation. La République fédérale d'Allemagne a supprimé il y a quelques semaines le précompte mobilier qu'elle venait d'instaurer en janvier, ce qui risque assurément de mettre en péril la libre circulation des capitaux qui sera effective le 1^{er} juillet 1990 (risque d'évasion de l'épargne vers la République fédérale).

Un autre problème réside dans le fait que les mesures financières doivent toujours être décidées à l'unanimité dans le cadre de la CEE.

Pour que la nouvelle dynamique européenne ne s'émousse pas au cours des prochaines années, il est impératif de veiller à ce que cet élan soit soutenu par de larges couches de la population des Etats membres. Bien que 1992 soit un objectif assez large et qu'il touche aussi les travailleurs et les étudiants, force est de constater que la création d'un marché intérieur concerne au premier chef les entreprises.

Afin d'associer la population européenne au processus d'intégration et de pouvoir entretenir l'élan actuel, des actions complémentaires, à mener parallèlement à l'unification du marché, sont indispensables.

On pense à cet égard en premier lieu à la création d'un espace social. La base en a d'ailleurs été jetée sous la présidence belge, lorsqu'a été formulée la proposition d'un socle social inspiré de la charte sociale européenne. Cette proposition reprise depuis lors par la Commission, avait été élaborée par le Comité économique et social. La Commission européenne soumettra à n'en pas douter ces textes lors d'un prochain Conseil européen et suggère d'ores et déjà que les Etats membres fassent à ce sujet une déclaration solennelle, qui devra, bien entendu, avoir un caractère contraignant.

Le dialogue social européen qui s'est rouvert en janvier dernier et qui doit permettre la concertation sociale au niveau européen constitue indubitablement un deuxième élément susceptible de contribuer à la création d'un espace social européen.

La participation ouvrière prévue dans le projet de directive sur une SA de droit européen, et pour laquelle existent trois options dont le « Mitbestimmungsrecht » allemand, forme quant à elle un troisième aspect de ce même espace.

La construction d'un espace social, complément indispensable à la création du marché unique, devra toutefois faire l'objet d'une approche suffisamment pragmatique.

Il convient en effet de se rendre compte à cet égard que les traditions sociales des divers Etats membres sont très divergentes. C'est ainsi que des notions

Minder gelukkig is de evolutie inzake het opheffen van fiscale belemmeringen. De Commissie heeft zopas, in het licht van de reactie van de lidstaten, haar voorstellen met betrekking tot een harmonisatie van de BTW- en accijnsrechten moeten versoepelen. Het Verenigd Koninkrijk heeft trouwens duidelijk twijfels over de noodzakelijkheid van deze harmonisatie. De Bondsrepubliek heeft voor enkele weken de aldaar pas in januari ingevoerde roerende voorheffing opnieuw afgeschaft, wat het op 1 juli 1990 in werking tredende vrije kapitaalverkeer zeker in het gedrang zou kunnen brengen (risico van uittocht van het spaargeld naar de Bondsrepubliek).

Een toekomstig probleem is het feit dat voor de financiële maatregelen in de EG nog steeds de unanimité vereist is.

Wil de nieuwe Europese dynamiek in de komende jaren niet wegebben, dan is het volstrekt nodig ervoor te zorgen dat dit elan door brede lagen van de bevolking in de lidstaten wordt gedragen. Alhoewel 1992 als doelstelling vrij ruim is, en ook voorstellen bevat die werknemers en studenten betreffen, moet toch worden vastgesteld dat de creatie van een interne markt in de eerste plaats het bedrijfsleven aanbelangt.

Om de Europese bevolking bij het integratieproces te betrekken en het huidige elan te kunnen onderhouden zijn dan ook complementaire beleidsacties, parallel tot stand te brengen met de eengemaakte markt, volstrekt noodzakelijk.

Hierbij wordt in de eerste plaats gedacht aan de creatie van een sociale ruimte. De basis hiertoe werd trouwens gelegd toen onder het Belgische voorzitterschap het voorstel van een zich op het Europees Sociaal Handvest geïnspireerde sociale sokkel werd geformuleerd. Dit sedertdien door de Commissie overgenomen voorstel werd uitgewerkt door het Economisch en Sociaal Comité. De Europese Commissie zal deze teksten ongetwijfeld op een eerstvolgende Europese Raad voorleggen en suggereert nu reeds een plechtige verklaring van de lidstaten hierover, waarbij uiteraard zal moeten worden gewaakt over het bindend karakter van een dergelijke verklaring.

Een tweede element voor een Europese sociale ruimte vormt ongetwijfeld de Europese sociale dialoog die in januari jongstleden hervat werd en die sociaal overleg op Europees vlak mogelijk moet maken.

Een derde aspect wordt gevormd door de in de ontwerprichtlijn op een Europese NV voorziene werkersparticipatie, waarvoor drie optionele modellen bestaan, waaronder het Duitse « Mitbestimmungsrecht ».

De uitbouw van een sociale ruimte die een onmisbaar complement moet vormen bij de creatie van de eenheidsmarkt moet evenwel met voldoende realiteitszin worden aangepakt.

Daarbij moet men er zich immers rekenschap van geven dat de sociale tradities in de onderscheiden lidstaten vrij uiteenlopend zijn. Begrippen als sociale

telles que « interlocuteurs sociaux » et « concertation sociale » ont une autre résonance chez nous qu'au Royaume-Uni, qui se montre d'ailleurs assez réticent en matière d'intégration sociale.

La réalisation de l'Europe des citoyens, qui suppose que les principes généraux auxquels souscrivent la plupart des Etats membres soient traduits en textes légaux concrets ayant un sens pour les citoyens européens, est sans doute aussi importante que la mise en place d'une Europe sociale. La Commission et la présidence espagnole ont raison d'attacher une grande importance aux progrès réalisés dans ce domaine. La proposition de la Commission européenne de permettre, à certaines conditions, aux citoyens européens de participer aux élections communales dans le pays où ils résident constitue une des mesures les plus importantes à cet égard.

Le Gouvernement examine actuellement ces propositions, mais il serait sans aucun doute intéressant pour lui de savoir ce qu'en pensent les commissions parlementaires concernées; ces textes seront dès lors transmis à la Commission dans les prochains jours.

Outre qu'elle devra veiller à associer le citoyen européen au processus d'intégration, la Communauté devra impérativement développer dans les prochaines années, parallèlement à l'achèvement du marché intérieur unifié, des stratégies complémentaires propres à renforcer considérablement les effets positifs d'un tel marché. Il conviendra en premier lieu de poursuivre dans la voie de l'union économique et monétaire qui constitue un des objectifs de l'Acte unique. A cet égard, le groupe de travail qui a été créé l'année dernière lors du Sommet européen de Hanovre, et qui est dirigé par le président de la Commission, M. Delors, a publié son rapport il y a quelques semaines et ce rapport sera, à n'en point douter, au centre des discussions lors du Conseil européen de Madrid.

Le rapport Delors, qui a été approuvé unanimement par le groupe de travail, qui comptait 17 membres dont 5 représentants des pays du Benelux, esquisse avec une remarquable clairvoyance les trois phases qui doivent mener à une union économique et monétaire. A l'instar des autres Etats membres, la Belgique a entrepris de définir sa position à l'égard de ce rapport.

Le rapport Delors a fait l'objet d'une discussion préalable lors de la réunion informelle des Ministres des Finances, au cours de laquelle le Ministre des Finances a, pour la première fois, pris position en faveur de ces propositions.

A Madrid, il s'agira de réaliser, de façon pragmatique, des progrès substantiels sur ce plan tout en respectant l'uniformité du processus.

Il conviendra également de renforcer la cohésion socio-économique entre les Etats membres dans la perspective de 1992. Le clivage latent qui existe à ce propos entre le nord et le sud de la Communauté ne

partners en sociaal overleg hebben bijvoorbeeld in het Verenigd Koninkrijk, dat zich vrij weigerachtig opstelt inzake sociale integratie, een andere klank dan bij ons.

Even belangrijk als de uitbouw van een sociaal Europa is wellicht het verwezenlijken van een Europa van de burger waarbij de door de meeste lidstaten onderschreven algemene beginselen in concrete, de Europese burger aansprekende wetteksten moeten worden vertaald. De Commissie en het Spaanse voorzitterschap hechten terecht belang aan vooruitgang op dit domein. Een van de belangrijke maatregelen in dat verband is het voorstel van de Europese Commissie om EG-burgers onder bepaalde voorwaarden toe te laten deel te nemen aan de gemeenteraadsverkiezingen in de lidstaat waar ze verblijven.

De Regering onderzoekt momenteel deze voorstellen maar het is voor haar ongetwijfeld interessant hierover ook het advies te kennen van de betrokken parlementencommissies; derhalve zullen deze teksten in de eerstvolgende dagen aan de Commissie worden overgezonden.

Naast het betrekken van de Europese burgers bij het integratieproces zal de Gemeenschap in de komende jaren, parallel aan de totstandkoming van de eengemaakte interne markt, complementaire beleidsacties dienen te ontwikkelen, die het gunstig effect van een dergelijke markt in hoge mate versterken en die hiertoe zelfs onmisbaar zijn. Daarbij wordt in de eerste plaats gedacht aan een economische en monetaire unie die als doelstelling in de Europese Eenheidsakte is opgenomen. De vorig jaar op de Europese top van Hannover gecreëerde werkgroep onder leiding van Commissievoorzitter Delors heeft voor enkele weken zijn verslag uitgebracht, dat ongetwijfeld centraal zal staan op de Europese Raad te Madrid.

Het Verslag-Delors, dat unaniem werd goedgekeurd door alle leden van de werkgroep, die 17 leden telde waaronder 5 vertegenwoordigers van de Beneluxlanden, schetst op briljante wijze de drie fasen die tot een economische en monetaire unie moeten leiden. Net als in de overige lidstaten wordt thans gewerkt aan een Belgisch standpunt met betrekking tot het Verslag-Delors.

Het Verslag-Delors heeft het voorwerp uitgemaakt van een voorafgaande bespreking tijdens de informele vergadering van de Ministers van Financiën waar de Minister van Financiën voor het eerst positief stelling heeft genomen ten opzichte van de voorstellen.

In Madrid zal het er ongetwijfeld op aankomen op dit vlak op pragmatische wijze substantiële vooruitgang te boeken waarbij evenwel de uniciteit van het proces niet uit het oog mag worden verloren.

Even noodzakelijk zal het zijn in de optiek van 1992 de sociaal-economische cohesie onder de lidstaten te versterken. De latente kloof die ter zake bestaat tussen het Noorden en het Zuiden in de Gemeenschap

peut s'accroître. L'instrument qui doit permettre de renforcer cette cohésion et de faire face aux bouleversements qui résulteront incontestablement de la réalisation du marché unique existe déjà : il s'agit des fonds structurels européens, dont les moyens de fonctionnement seront doublés en 1993 par suite de l'adoption du rapport Delors.

Même si ces fonds sont destinés en priorité aux Etats membres les moins développés sur le plan économique, il n'en faut pas moins conserver une marge suffisante pour faire face aux problèmes structurels qui se posent également chez nous.

En se proposant de réaliser un grand marché intérieur à l'horizon 1993, de renforcer l'union économique et monétaire et de créer un espace social européen, la Communauté européenne s'est fixé des objectifs ambitieux pour les prochaines années.

Chacun de ces objectifs constitue une étape vers l'union européenne, dont la réalisation nécessitera une approche pragmatique et progressive et qui reste l'objectif final du processus d'intégration.

Le Ministre plaide en faveur du développement de la coopération politique européenne. Cette coopération pragmatique et particulièrement active a déjà permis à la Communauté d'affirmer son autorité sur la scène internationale. Il faudra s'efforcer, à l'avenir, de substituer progressivement à cette diplomatie déclamatoire une diplomatie plus active. Il paraît tout aussi souhaitable de franchir progressivement les limites fixées dans l'Acte unique en ce qui concerne les problèmes de sécurité dans le cadre de la CEE. En effet, seuls les aspects économiques et politiques et non les aspects militaires peuvent actuellement être examinés dans le cadre de la CEE. Or, il est souhaitable qu'une Communauté dont onze des douze membres font partie de la même Alliance puisse également examiner les aspects militaires.

En tant que parlementaire, le Ministre tient encore à souligner la nécessité d'assurer, dans les prochaines années, un contrôle démocratique suffisant sur le plan européen. Au niveau européen, le droit d'initiative appartient déjà à la Commission européenne. Le fait que des décisions sont souvent prises dans un cadre par trop restreint, à savoir un Conseil de douze ministres qui décident pour 320 millions d'Européens, a engendré un déficit démocratique qu'il faudra combler dans les prochaines années. Etant donné notamment qu'à l'avenir, la majeure partie de notre législation économique émanera des instances européennes, comme le président de la Commission, M. Delors, l'a fort justement fait observer, le Ministre plaide pour une coopération plus étroite entre le Parlement européen et les Parlements nationaux.

Le Comité d'avis chargé de questions européennes devrait sans doute comprendre aussi des sénateurs. Il conviendrait également d'examiner la possibilité d'organiser régulièrement un débat européen en séance

mag niet verder aangroeien. Het instrument om deze cohesie te versterken en de omwentelingen op te vangen die ongetwijfeld met de verwezenlijking van de eenheidsmarkt zullen gepaard gaan, bestaat reeds : het zijn de Europese structuurfondsen waarvan ingevolge de goedkeuring van het Delors-pakket de werkmiddelen in 1993 zullen verdubbeld worden.

Alhoewel deze fondsen in de eerste plaats aan de economisch minder ontwikkelde lidstaten moeten ten goede komen, mag zulks niet betekenen dat voor de opvang van structurele problemen die ook bij ons bestaan een onvoldoende ruimte zou overblijven.

Met het verwezenlijken van een interne markt tegen 1993, de verdere uitbouw van een economische en monetaire unie, en het creëren van een Europese sociale ruimte heeft de Europese Gemeenschap voor de eerstvolgende jaren zich ambitieuze doelen gesteld.

Elk van deze doelstellingen vormt op zichzelf een beleidsactie die een stap is op de weg naar een pragmatisch en geleidelijk te realiseren Europese Unie die het einddoel van het integratieproces blijft.

De Minister blijft pleiten voor de verdere uitbouw van de Europese politieke samenwerking. Deze op een pragmatische leest geschoede en bijzonder actieve samenwerking heeft de Gemeenschap in het verleden in staat gesteld met een steeds meer gezaghebbende stem in de internationale politiek te spreken. Daarbij zal men er in de toekomst moeten naar streven om geleidelijk over te gaan van een deklamatoire diplomatie naar een meer actieve. Even wenselijk lijkt het dat geleidelijk de limieten die in de Europese Akte worden gesteld met betrekking tot het behandelen van veiligheidskwesties in EPS-verband worden overstegen. Thans mogen slechts de economische en politieke aspecten, vooralsnog niet de militaire, in het EPS-kader worden besproken. Het is evenwel wenselijk dat in het kader van een Gemeenschap, waarvan toch elf leden lid zijn van dezelfde Alliantie, het militaire aspect ook aan bod komt.

Als parlamentslid wil de Minister nog de noodzaak benadrukken om op Europees vlak in de komende jaren een afdoende democratische controle te kunnen waarborgen. Op Europees vlak behoort het initiatiefrecht reeds aan de Europese Commissie. Het feit dat beslissingen bovendien vaak in een te beperkt kader, met name een Raad van twaalf ministers die beslist voor 320 miljoen Europeanen, worden genomen, heeft tot gevolg dat een democratisch deficit is ontstaan, dat in de komende jaren dient te worden verholpen. Mede gelet op het feit dat in de toekomst het leeuwenaandeel van onze economische wetgeving op Europees vlak tot stand zal komen zoals Commissievoorzitter Delors in het verleden terecht heeft opgemerkt, pleit de Minister voor een ruimere samenwerking tussen het Europese en de nationale Parlementen.

Het Adviescomité voor Europese Aangelegenheden zou wellicht ook senatoren dienen te omvatten. Een op regelmatige tijdstippen in plenaire vergadering te organiseren Europees debat, dat het onder meer

plénière, ce qui devrait notamment permettre de transposer dans le droit interne une série de directives européennes, ainsi que cela se fait actuellement en Italie conformément à la loi La Pergola.

II. — DISCUSSION GENERALE

1. La politique européenne

MM. Dhoore et De Croo réagissent positivement au souhait du Ministre d'une plus grande coopération entre le Parlement européen et les parlements nationaux, ainsi que de l'ouverture du Comité d'avis pour les questions européennes à des membres du Sénat.

*
* *

M. Dhoore demande par ailleurs que le Ministre communique aux membres de la Commission le texte du « Rapport Delors », auquel il s'est d'ailleurs référé dans son exposé introductif (voir ci-avant).

Le Ministre fait observer que le rapport Delors a été publié par la Commission européenne qu'il a paru dans la presse spécialisée et qu'il a été discuté et analysé in extenso par les médias.

Le Ministre est disposé à mettre ces textes à la disposition du Parlement.

La Belgique prendra position en la matière par la bouche du Premier Ministre lors du Conseil européen de Madrid. Sans vouloir anticiper, on peut d'ores et déjà affirmer que notre pays réagira relativement positivement aux propositions contenues dans le rapport et qui constituent une contribution importante à la réalisation de l'Union européenne.

*
* *

En ce qui concerne la nouvelle dynamique européenne, dont le Ministre a parlé au cours de son exposé introductif (voir ci-avant), *M. Dhoore* demande si, plus particulièrement en matière d'harmonisation fiscale, il faut craindre un blocage de la part du Royaume-Uni.

Le Ministre répond que la publication du rapport Delors sur l'union économique et l'unité monétaire, les prochaines élections européennes et la préparation du Conseil européen, qui se tiendra à Madrid fin de ce mois, a suscité au Royaume-Uni un débat sur la politique européenne que doit suivre le pays, débat au sein duquel le chef du Gouvernement britannique occupe une place primordiale. Londres se rend en effet compte que dans une Europe intégrée, qui est d'ailleurs qu'un simple marché unifié, des compétences importantes seront progressivement transférées du niveau national au niveau européen.

mogelijk zou moeten maken om een aantal Europese richtlijnen in het interne recht om te zetten, zoals nu in Italië gebruikelijk is ingevolge de wet La Pergola, schijnt ook het bestuderen waard te zijn.

II. — ALGEMENE BESPREKING

1. Het Europees beleid

De heren Dhoore en De Croo reageren positief op de wens van de Minister om tot meer samenwerking te komen tussen het Europese Parlement en de nationale parlementen en om het Adviescomité voor Europese aangelegenheden ook open te stellen voor de leden van de Senaat.

*
* *

De heer Dhoore vraagt bovendien dat de Minister aan de Commissieleden de tekst zou overleggen van het « Verslag-Delors » waarnaar hij in zijn inleiding heeft gerefereerd (cf. supra).

De Minister merkt op dat het verslag Delors door de Europese Commissie is uitgegeven, in de gespecialiseerde pers gepubliceerd is en in extenso in de media besproken en geanalyseerd.

Hij is gaarne bereid deze teksten ter beschikking van het Parlement te stellen.

België zal bij monde van de Premier op de Europese Raad te Madrid een standpunt ter zake innemen. Zonder hierop vooruit te willen lopen, kan nu reeds worden gesteld dat ons land vrij positief zal reageren op de in het verslag vervatte voorstellen, die een belangrijke bijdrage vormen tot de totstandkoming van een Europese Unie.

*
* *

In verband met de nieuwe Europese dynamiek waarover de Minister het in zijn inleiding heeft gehad (cf. supra), vraagt *de heer Dhoore* zich af of het Verenigd Koninkrijk, met name inzake fiscale harmonisatie, niet op de rem zal gaan staan.

De Minister antwoordt dat de publikatie van het Verslag-Delors over de economische en monetaire unie, de komende Europese verkiezingen en de voorbereiding van de Europese Raad te Madrid eind deze maand in het Verenigd Koninkrijk tot een debat heeft geleid over de door het land te volgen Europese koers, waarbij de Britse regeringsleider een eminente plaats inneemt. Centraal staat hierbij het besef dat in een geïntegreerd Europa, dat meer is dan alleen maar een eengemaakte markt, geleidelijk belangrijke bevoegdheidsoverdrachten van het nationale naar het Europese niveau zullen plaatshebben.

L'évolution du débat et les différentes positions adoptées par le Royaume-Uni au sein du Conseil sont suivies attentivement par les autres Etats membres ainsi que par la Belgique. Il est important de noter à cet égard que le Royaume-Uni a également signé l'Acte unique, qui se réfère explicitement à une Union européenne. On peut dès lors supposer, jusqu'à preuve du contraire, que le Royaume-Uni respectera ses engagements européens, quitte à leur donner des accents nationaux, ce qui est d'ailleurs normal.

*
* *

M. Dhoore demande s'il ne faudrait pas actualiser le rapport Adonini.

Le Ministre répond que la réalisation d'une Europe des citoyens, qui fait l'objet du rapport Adonini, ne progresse guère. Tant la Commission que la présidence, qui y attache une certaine importance, sont conscientes du problème.

Une Europe des citoyens s'avère pourtant nécessaire si l'on veut conférer une assise suffisamment large à l'élan européen qui résulte du marché interne. Le processus d'intégration doit en effet offrir des avantages tangibles au citoyen européen. Le Gouvernement examine en ce moment une proposition de la Commission qui s'inscrit dans le cadre de l'Europe des citoyens, proposition qui tend à accorder aux citoyens de la CEE un droit de vote actif et passif pour les élections communales dans l'Etat membre où ils résident. Cette question étant, en Belgique mais aussi dans d'autres Etats membres, assez délicate du point de vue politique, le Ministre se propose de recueillir à ce sujet l'avis de la commission parlementaire compétente.

*
* *

M. Van Dienderen déplore que, dans le cadre de la problématique de la réalisation du grand marché, la Communauté néglige totalement les aspects écologiques.

Or, les effets indirects du grand marché risquent d'aggraver les problèmes écologiques existants (par exemple, à la suite du doublement du trafic portuaire attendu à Anvers).

Dans quelle mesure porte-t-on attention à ces risques et à la nécessité, non seulement d'éviter que l'évolution prévue n'entraîne un abaissement des normes écologiques, mais de rendre au contraire ces normes plus contraignantes par l'alignement des futures normes européennes sur la norme nationale la plus sévère.

Le Ministre répond que les problèmes d'environnement sont par définition transfrontaliers. Il convient dès lors de trouver des solutions qui puissent être appliquées au niveau international. La Communauté

De ontwikkeling van dit debat en de door het Verenigd Koninkrijk in de Raad op verscheidene vlakken ingenomen standpunten worden met aandacht in de overige lidstaten en ook in België gevolgd. Primordiaal hierbij is dat ook het Verenigd Koninkrijk de Europese Akte heeft onderschreven die uitdrukkelijk verwijst naar een Europese Unie. Men mag er bijgevolg van uitgaan, tot het bewijs van het tegendeel, dat niettegenstaande nationale accenten — wat trouwens normaal is —, het Verenigd Koninkrijk zijn Europese engagementen getrouw zal blijven.

*
* *

De heer Dhoore vraagt of het Adonini-verslag niet zou moeten worden geactualiseerd.

De Minister antwoordt dat de verwezenlijking van een Europa van de burgers, dat het voorwerp uitmaakt van het Adonini-verslag, weinig opschiet. Zowel de Commissie als het Voorzitterschap, dat hieraan een zeker belang hecht, zijn zich hiervan bewust.

Dat Europa der burgers is nochtans noodzakelijk, wil men het huidige Europese elan, dat voortvloeit uit de interne markt, een voldoende brede basis geven. De Europese burger, de man in de straat, moet immers tastbare voordelen halen uit het integratieproces. De Regering beraadt zich momenteel over een in het kader van het Europa der burgers passend commissievoorstel dat bij gemeenteraadsverkiezingen een actief en passief stemrecht voor de EG-burgers wil invoeren in de lidstaat waarin zij verblijven. Aangezien deze kwestie in België — maar ook in andere lidstaten — politiek vrij delikaat ligt, neemt de Minister zich voor hierover het advies van de bevoegde parlementscommissies in te winnen.

*
* *

De heer Van Dienderen betreurt dat de Gemeenschap in het kader van de totstandkoming van de eenheidsmarkt geen greintje aandacht besteedt aan de ecologische aspecten van dat probleem.

Nochtans dreigen de neveneffecten van de eenheidsmarkt de bestaande ecologische problemen te verzwaren (in Antwerpen wordt bijvoorbeeld een verdubbeling van het havenverkeer verwacht).

In hoeverre wordt aandacht besteed aan die risico's en aan de noodzaak om niet alleen te voorkomen dat die toekomstige evolutie tot een verslapping van de ecologische normen leidt, maar die normen integendeel te verstrakken door de toekomstige Europese normen gelijk te schakelen met de strengste nationale norm.

De Minister antwoordt dat de milieuproblematiek per definitie grensoverschrijdend is. Daarom dienen oplossingen in een internationaal kader te worden gevonden. De Gemeenschap biedt daarbij het voor-

constitue à cet égard le cadre idéal dans lequel des accords obligatoires peuvent être conclus. La politique en matière d'environnement est d'ailleurs expressément retenue comme moyen d'action communautaire dans l'Acte européen. La création future d'une Agence européenne pour l'énergie, à propos de laquelle la Commission formulera des propositions lors du Conseil européen de Madrid, témoigne de l'importance que la Communauté attache à cette problématique.

En ce qui concerne les normes, il faut avant tout procéder à une harmonisation. La persistance de différences importantes entre les Etats membres peut en effet, compte tenu de l'incidence économique des normes, perturber la concurrence et entraver la réalisation du marché interne. Le Ministre déclare qu'il partage le point de vue de M. Van Dienderen, selon lequel les normes à fixer en la matière doivent être aussi strictes que possible. Il importe toutefois que les normes qui sont fixées au niveau européen soient aussi transposées dans le droit interne. La Belgique accuse un retard important en ce qui concerne la transposition des directives relatives à l'environnement, retard qui résulte notamment du fait qu'il existe des compétences régionales, en plus des compétences nationales. Le département des Affaires étrangères s'efforce de remédier à cette situation en collaboration avec les départements concernés et les Régions.

*
* *

M. Van Dienderen ajoute que, dans les projections et les comparaisons effectuées pour évaluer les avantages escomptés du marché unique, il n'est pas tenu compte de la circulation actuelle d'un certain nombre de produits entre les Etats membres, dans le seul but de tirer profit des mécanismes de la PAC. Il va de soi que ces exportations intracommunautaires, qui permettent, par exemple, de vendre des produits laitiers belges moins cher sur le marché allemand et des produits laitiers allemands moins cher sur le marché belge, ont, outre leur coût pour le budget communautaire, un coût écologique en raison des mouvements de transport non nécessaires qu'elles occasionnent. Si ce coût écologique n'est pas chiffré, il n'en est pas moins très réel.

Le Ministre serait-il prêt à combattre ce système par l'instauration d'un mécanisme fiscal à cet effet?

Le Ministre répond que la création du marché intérieur facilitera le commerce entre les Etats membres et, partant, l'intensifiera, ce qui entraînera également un accroissement du transport par route. Il convient aussi de souligner que la mise en service du tunnel sous la Manche aura sans aucun doute une incidence sur les flux commerciaux traditionnels, qui sont actuellement centrés sur Rotterdam.

deel dat op dat vlak sterk bindende afspraken tot stand kunnen komen. Het milieubeleid is trouwens uitdrukkelijk als communautaire beleidsactie in de Europese Akte opgenomen. Het belang dat de Gemeenschap aan deze problematiek hecht, zal worden geïllustreerd door de aangekondigde oprichting van een Europees Energie Agentschap, waarvoor de Commissie voorstellen zal bekendmaken tijdens de Europese Raad te Madrid.

Inzake normen dient in de eerste plaats een harmonisering te worden nagestreefd. Het voortbestaan van belangrijke verschillen ter zake tussen de lidstaten kan immers, gelet op hun economische impact, concurrentieverstorend werken en als dusdanig de totstandkoming van de te creëren interne markt belemmeren. De Minister verklaart dat hij de mening van de heer Van Dienderen deelt, dat men ter zake naar de hoogst mogelijke normen moet streven. Het is echter van belang dat de normen die op Europees vlak tot stand komen ook daadwerkelijk in het interne recht worden omgezet. België heeft inzake omzetting van leefmilieuriichtlijnen een belangrijke achterstand opgelopen, die onder meer voortvloeit uit het feit dat ter zake naast nationale ook regionale bevoegdheden bestaan. Het Departement Buitenlandse Zaken zet zich actief in om deze toestand te verhelpen, in samenwerking met de direct betrokken Departementen en de Gewesten.

*
* *

De heer Van Dienderen stelt ook nog dat in de prognoses en vergelijkingen over de verwachte voordelen van de eenheidsmarkt geen rekening wordt gehouden met het feit dat een aantal produkten alleen maar tussen de Lid-Statens circuleert om te profiteren van de GLP-mechanismen. Het spreekt vanzelf dat die intracommunautaire uitvoer — die het bijvoorbeeld mogelijk maakt Belgische zuivelprodukten goedkoper te verkopen op de Duitse markt terwijl Duitse zuivelprodukten goedkoper worden afgezet op de Belgische markt — niet alleen de begroting van de Gemeenschap bezwaart, maar dat er ook ecologisch een prijs voor moet worden betaald, aangezien hij overbodig vervoer met zich brengt. Die ecologische prijs valt weliswaar moeilijk te becijferen, maar is daarom niet minder reëel.

Is de Minister bereid die praktijken via de invoering van een fiscaal mechanisme te bestrijden?

De Minister antwoordt dat de creatie van de interne markt de handel tussen de lidstaten zal vergemakkelijken en dus doen toenemen, wat op zijn beurt tot de toename van het wegtransport zal leiden. Ook moet worden opgemerkt dat de openstelling van de Kanaaltunnel ongetwijfeld zijn invloed zal hebben op de traditionele handelsverkeersstromen, waarvan momenteel Rotterdam het Europese knooppunt vormt.

Les écarts au niveau du prix du lait entre l'Allemagne et la Belgique, qui ont une explication technique (différences dans les montants compensatoires monétaires entre la Belgique et la République fédérale) illustrent par contre des conditions de marché qui disparaîtront progressivement dans le cadre du marché unique.

*
* *

M. De Croo demande quelle est la position du Gouvernement vis-à-vis d'un éventuel élargissement de la Communauté.

*
* *

Le même intervenant estime que la réforme de l'Etat et le nouveau partage des compétences qui en découle ont été effectués de manière telle que la crédibilité de la Belgique à l'étranger s'en trouve compromise. Il en voit pour preuve l'absence de tout représentant belge à la réunion des Ministres européens de l'Education du 22 mai dernier et le caractère polycéphale de la délégation belge au Sommet franco-phone de Dakar.

Le Ministre répond que le problème de la représentation de la Belgique en Europe est lié à la réforme de l'Etat et à l'accroissement des compétences des Communautés et des Régions qui en découle. Il convient toutefois en ce domaine de tenir compte, non seulement du droit interne, mais aussi et surtout des obligations qui nous sont imposées par le droit international, et en l'occurrence par le droit des Traités européens. Pour les matières pour lesquelles elles ont sur le plan intérieur des compétences exclusives ou partielles, les Communautés et les Régions participent activement à la détermination du point de vue belge au niveau européen.

En tant que telles, elles sont associées à la coordination européenne organisée par le département des Affaires étrangères, et elles sont présentes dans certains groupes de travail du Conseil ainsi qu'aux réunions du Conseil concernées.

Le droit des Traités européens prévoit toutefois clairement que le pays doit être représenté, au niveau du Conseil, par des membres du Gouvernement national, ce qui implique qu'un membre du Gouvernement soit toujours présent au Conseil aux côtés des Communautés et des Exécutifs pour les matières qui relèvent de leur compétence et que ce membre du Gouvernement dirige la délégation belge.

2. La problématique de l'allègement de la dette

Au sujet de la position adoptée par la Belgique en matière d'allègement de la dette, *le Ministre* donne les commentaires suivants :

De verschillen in melkprijs tussen Duitsland en België, waarvoor een technische verklaring bestaat (verschillen in de compenserende monetaire bedragen tussen België en de Bondsrepubliek) illustreren daartegen een markttoestand die, in het kader van de creatie van een interne markt, geleidelijk zal verdwijnen.

*
* *

De heer De Croo wil weten wat het regeringsstandpunt is ten aanzien van een eventuele uitbreiding van de Gemeenschap.

*
* *

Dezelfde spreker is van oordeel dat de Staatshervorming en de daaruit voortvloeiende nieuwe bevoegdheidsverdeling de geloofwaardigheid van België in het buitenland op de helling hebben gezet. Het beste bewijs daarvan is dat er geen enkele Belgische vertegenwoordiger aanwezig was op de vergadering van de Europese ministers van Onderwijs op 22 mei jongstleden en dat België op de Top van de Franstalige landen in Dakar vertegenwoordigd werd door een veelkopige afvaardiging.

De Minister antwoordt dat de problematiek van de vertegenwoordiging van België in Europa verbonden is met de Staatshervorming en de daaruit voortvloeiende grotere bevoegdheden voor Gemeenschappen en Gewesten. Bij deze materie dient men evenwel niet alleen rekening te houden met het interne recht maar ook en vooral met de verplichtingen die ons ter zake door het internationaal recht, en in casu het Europese Verdragsrecht, zijn opgelegd. Gemeenschappen en Gewesten nemen, voor de materies waarvoor zij op het interne vlak volledige of gedeeltelijke bevoegdheden hebben, actief deel bij de totstandkoming van het Belgisch standpunt op Europees vlak.

Als dusdanig worden zij betrokken bij de Europese coördinatie die door het Departement Buitenlandse Zaken wordt georganiseerd en zijn zij aanwezig in sommige werkgroepen van de Raad, alsmede op de betrokken Raadsvergaderingen zelf.

Het Europese Verdragsrecht legt België evenwel ondubbelzinnig op dat het land dient vertegenwoordigd te zijn door leden van de nationale Regering op het niveau van de Raad, wat met zich brengt dat steeds een regeringslid, naast ieder van de Gemeenschappen en Executieven voor de onder hun bevoegdheid vallende materies, in de Raad aanwezig is en er de Belgische delegatie leidt.

2. Schuldverlichting

In verband met de houding van België inzake de schuldverlichting geeft *de Minister* de volgende toelichting :

1) Dans l'esprit des propositions formulées à Toronto en juin 1988, le Gouvernement a décidé de réagir positivement aux propositions occidentales d'allègement de la charge de la dette des pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne.

2) Le 21 octobre 1988, le Conseil des ministres a pris une première décision en ce qui concerne l'allègement de la dette d'Etat à Etat. Il s'agit d'une remise de remboursement de ces dettes pour une période de 10 ans et portant sur un montant global de 1 625,5 millions de francs (dont 989,1 millions de francs pour le seul Zaïre).

Les pays subsahariens entrant en ligne de compte doivent, comme le précise le programme spécial de la Banque mondiale, satisfaire aux critères suivants :

- revenu par habitant inférieur à 500 \$ par an;
- dettes importantes avec un service de la dette représentant au moins 30 % du produit des exportations;
- mener une politique économique et financière saine, c'est-à-dire conforme à l'accord-programme du FMI ou de la Banque mondiale.

Le Conseil des ministres a également décidé que le Comité ministériel de Politique extérieure examinerait cas par cas le problème de l'allègement de la dette afférente aux emprunts d'Etat à Etat. Il sera en outre nécessaire de revoir la loi du 3 juin 1964 sur les emprunts d'Etat à Etat, puisqu'elle ne prévoit pas la remise des dettes.

3) En ce qui concerne l'allègement des dettes commerciales garanties (Ducroire), le Club de Paris est parvenu à un consensus sur les options suivantes :

Option A. Remise de 1/3 de la dette et rééchelonnement des 2/3 restants sur une période de 14 ans, avec délai de grâce de 8 ans et au taux du marché;

Option B. Rééchelonnement sur 25 ans, avec délai de grâce de 14 ans et au taux du marché;

Option C. Rééchelonnement sur 14 ans, avec délai de grâce de 8 ans et à un taux concessionnel inférieur de 3,5 % au taux du marché ou égal à la moitié de ce taux du marché si celui-ci est inférieur à 7 %.

4) Le 19 mai 1989, le Conseil des ministres a décidé de donner la préférence à l'option B, tout en prévoyant la possibilité de la combiner, en cas de nécessité et sur une base individuelle :

- avec l'option A;
- avec l'option C;
- avec des mesures complémentaires prévues dans le budget de la Coopération au développement, qui permettent de libérer des fonds budgétaires locaux en monnaie locale pour la réalisation de projets prioritaires en matière de développement.

Pour chacun des pays concernés, le Comité ministériel de la politique étrangère déterminera le moment opportun et décidera, cas par cas, de l'intervention la plus efficace.

1) In de geest van de voorstellen geformuleerd te Toronto in juni 1988, heeft de Regering beslist positief te reageren op de inzichten van het Westen om een verlichting van de schuldenlast van de armste landen van Afrika ten zuiden van de Sahara mogelijk te maken.

2) Op 21 oktober 1988 heeft de Ministerraad een eerste beslissing getroffen inzake de schuldenlastverlichting van de leningen van Staat tot Staat. Het gaat om een kwijtschelding van de terugbetaling van die schulden voor een periode van 10 jaar en dit voor een globaal bedrag van 1 625,5 miljoen frank (waarvan voor Zaïre alleen al 989,1 miljoen frank).

De landen ten zuiden van de Sahara die daarvoor in aanmerking komen, moeten zoals vermeld in het speciaal programma van de Wereldbank voldoen aan volgende criteria :

- inkomen per inwoner lager dan 500 \$ per jaar;
- zware schulden met een schuldendienst van minimum 30 % van de exportopbrengsten;
- een gezond economisch en financieel beleid toepassen, inzonderheid overeenkomstig het IMF of Wereldbank programma-akkoord.

De Ministerraad besliste ook dat het Ministerieel Comité voor Buitenlands Beleid elk geval van schuldenlastverlichting voor de staatsleningen afzonderlijk zal onderzoeken. Daarenboven is het noodzakelijk dat de wet op de leningen van Staat tot Staat van 3 juni 1964 wordt herzien, omwille van het feit dat zij niet voorziet in een schuldenkwijtschelding.

3) In verband met de schuldenlastverlichting van de gewaarborgde handelsschulden (Delcredere) is men in de Club van Parijs tot een consensus gekomen over volgende keuzemogelijkheden :

Optie A. Kwijtschelding van 1/3 en 2/3 herschikken over 14 jaar met een respijttermijn van 8 jaar en een marktrentevoet;

Optie B. Herschikking over 25 jaar met respijttermijn van 14 jaar en een marktrentevoet;

Optie C. Herschikking over 14 jaar met een respijttermijn van 8 jaar en een concessionele rentevoet die 3,5 % onder een marktrentevoet ligt of de helft van die marktrentevoet bedraagt als die lager is dan 7 %.

4) Op 19 mei 1989 besluit de Ministerraad zijn voorkeur te geven aan optie B en behoudt hij de mogelijkheid die in de gevallen waar dit nodig is en op individuele basis te combineren :

- met optie A;
- met optie C;
- met aanvullende maatregelen uit de begroting van Ontwikkelingssamenwerking die lokale begrotingsfondsen in plaatselijke munt vrijmaken voor het realiseren van prioritaire ontwikkelingsprojecten.

Voor elk van de betrokken landen zal het Ministerieel Comité voor Buitenlands Beleid het geschikte moment bepalen en geval per geval de meest doeltreffende tussenkomst vastleggen.

5) Le montant total de la dette afférente aux prêts d'Etat à Etat pour les pays pouvant bénéficier d'une remise partielle s'élève à 7 516 millions de FB et se répartit comme suit :

Bénin	115	millions de francs belges
Burundi	500	millions de francs belges
Kenya	225	millions de francs belges
Comores	11,6	millions de francs belges
Libéria	85	millions de francs belges
Madagascar	75	millions de francs belges
Mozambique	7	millions de francs belges
Niger	250	millions de francs belges
Sénégal	100	millions de francs belges
Tanzanie	1 064,5	millions de francs belges
Zaire	4 892,9	millions de francs belges
Zambie	90	millions de francs belges
Rwanda	100	millions de francs belges

Les dix premières années de remboursement (sur un total de 30 ans) sont donc supprimées. Pour le Zaïre, cela représente 989,1 millions de francs belges sur un total de 4 892,9 millions de francs belges.

Pays pouvant bénéficier d'un allègement de leur dette commerciale garantie :

5) De totale uitstaande schuld voor leningen van Staat tot Staat voor die landen die in aanmerking komen voor een gedeeltelijke kwijtschelding is 7 516 miljoen Belgische frank verdeeld als volgt :

Benin	115	miljoen Belgische frank
Burundi	500	miljoen Belgische frank
Kenya	225	miljoen Belgische frank
Comoren	11,6	miljoen Belgische frank
Liberia	85	miljoen Belgische frank
Madagascar	75	miljoen Belgische frank
Mozambique	7	miljoen Belgische frank
Niger	250	miljoen Belgische frank
Senegal	100	miljoen Belgische frank
Tanzania	1 064,5	miljoen Belgische frank
Zaire	4 892,9	miljoen Belgische frank
Zambia	90	miljoen Belgische frank
Rwanda	100	miljoen Belgische frank

De eerste 10 jaar terugbetaling (op een totaal van 30 jaar) vallen dus weg. Voor Zaïre is dat 989,1 miljoen Belgische frank op een totaal van 4 892,9 miljoen Belgische frank.

Landen die in aanmerking komen voor een schuldenlastverlichting van de gewaarborgde handelsschulden :

	Arriérés — Achterstallen	Principal à percevoir à partir du 1 ^{er} janvier 1989 — Te ontvangen hoofdsom vanaf 1 januari 1989	Total (en millions de francs belges) — Totaal (in miljoenen Belgische frank)
Bolivië — <i>Bolivië</i>	172	2 245	2 417
Guinée Bissau — <i>Guinea Bissau</i>	—	117	117
Guinée Conakry — <i>Guinea Conakry</i>	79	438	517
Madagascar — <i>Madagascar</i>	70	655	725
Mozambique — <i>Mozambique</i>	—	65	65
Sénégal — <i>Senegal</i>	25	123	148
Sierra Leone — <i>Sierra Leone</i>	158	322	480
Soudan — <i>Soedan</i>	2 825	2 920	5 745
Tanzanie — <i>Tanzania</i>	558	2 552	3 111
Togo — <i>Togo</i>	53	1 217	1 270
Zaire — <i>Zaire</i>	2 693	14 070	16 763
Zambie — <i>Zambia</i>	144	258	402
	6 777	24 983	31 760

3. Les relations belgo-zaïroises

M. de Donnée critique l'inertie du Gouvernement dans la crise des relations belgo-zaïroises. La situation préoccupante engendrée par cette paralysie — avec, en ordre principal, les questions qui se posent quant à la situation d'un grand nombre de coopérants après le mois de juin — lui paraît en grande partie la conséquence des divergences internes au sein du Gouvernement et de la majorité sur la question zaïroise.

Il souligne la gravité des effets qu'aurait le non-renvoi des coopérants après l'été, non seulement pour les coopérants eux-mêmes ainsi que pour la popula-

3. De Belgisch-Zaïrese betrekkingen

De heer de Donnée heeft kritiek op de apathie die de Regering in de crisis van de Belgisch-Zaïrese betrekkingen aan de dag legt. De zorgwekkende toestand waartoe die verlamming heeft geleid — met, in hoofdorde, de vragen die rijzen omtrent de situatie van een groot aantal coöperanten na de maand juni — lijkt hem grotendeels te wijten te zijn aan interne meningsverschillen binnen Regering en meerderheid over de Zaïrese kwestie.

Hij beklemtoont dat, mochten de coöperanten na de zomer niet worden teruggezonden, zulks ernstige gevolgen zou hebben niet alleen voor de coöperanten

tion zaïroise, mais aussi pour l'état d'esprit de l'ensemble des expatriés.

De quelle manière le Gouvernement compte-t-il débloquer la situation? Plus particulièrement, quel est le mandat donné au Premier Ministre pour la rencontre avec le Chef d'Etat zaïrois à Dakar; des concessions sont-elles envisagées en ce qui concerne la dette commerciale; en quoi les nouvelles propositions belges en matière d'allègement de la dette diffèrent-elles des propositions antérieures?

*
* *

Pour ce qui est de cette même dette, *M. Van Dienderen* souhaite que toute concession soit accompagnée d'exigences dans le domaine socio-écologique et dans celui du respect des droits de l'homme.

Le même intervenant demande si une stratégie à d'ores et déjà été mise au point pour éviter à l'avenir les projets surdimensionnés dont la réalisation a contribué à alourdir la dette extérieure zaïroise.

*
* *

Répondant à la question concernant le mandat donné au Premier Ministre, *le Ministre* souligne que le Gouvernement avait convenu que le Premier Ministre recontrerait le Président du Zaïre, M. Mobutu à Dakar, à l'occasion du Sommet de la Francophonie, afin de faire progresser la recherche d'une solution à la crise.

Le Premier Ministre a fait rapport le 2 juin 1989 au Conseil des ministres sur l'entrevue qu'il a eue avec le Président Mobutu à Dakar le 25 mai 1989. Le Gouvernement a confirmé le caractère positif de l'entretien, se refusant à tout autre commentaire et observant ainsi la discrétion qu'impose la recherche d'une solution par les voies habituelles.

Il n'a pas été mis fin à la médiation marocaine.

En ce qui concerne la différence entre la nouvelle et l'ancienne proposition d'allègement de la dette, le Ministre rappelle que la décision du Gouvernement du 21 octobre 1988 portait sur la remise du remboursement des prêts d'Etat à Etat pendant une période de dix ans, et ce pour un montant global de 1 625,5 millions de francs, dont 989,1 millions de francs pour le Zaïre.

La décision du Conseil des ministres du 19 mai 1989 concerne l'allègement de la dette commerciale garantie (Ducroire). Le Gouvernement a choisi l'option B (voir ci-dessus) tout en maintenant la possibilité de combiner celle-ci, dans les cas où cela s'avère nécessaire et sur une base individuelle, avec l'option A, avec l'option C et avec des mesures supplémentaires prises dans le cadre du budget de la Coopération au développement.

zelf, maar ook voor de Zaïrese bevolking en voor de ingesteldheid van alle geëxpatrieerden.

Hoe denkt de Regering die situatie te kunnen deblokkeren? Wat is inzonderheid het mandaat dat de Premier heeft gekregen voor zijn ontmoeting met het Zaïrese staatshoofd in Dakar? Worden in verband met de commerciële schuld toegevingen overwogen? Waarin verschillen de nieuwe Belgische voorstellen inzake herschikking van de schuld met de vroegere voorstellen?

*
* *

Met betrekking tot diezelfde schuld wenst *de heer Van Dienderen* dat elke toegeving zou vergezeld gaan van eisen op sociaal-ecologisch vlak en op het vlak van de eerbiediging van de mensenrechten.

Dezelfde spreker vraagt of reeds een beleid is uitgestippeld om voortaan te voorkomen dat overmatig grote projecten worden opgezet, aangezien de verwezenlijking daarvan heeft bijgedragen tot een verzwaring van de buitenlandse schuld van Zaïre.

*
* *

Op de vraag over het aan de Eerste Minister gegeven mandaat antwoordt *de Minister* dat de Regering akkoord was dat de Eerste Minister te Dakar ter gelegenheid van de Top van de Francophonie, de Zaïrese President Mobutu zou ontmoeten om aldus bij te dragen tot het zoeken naar een oplossing van de crisis.

De Eerste Minister heeft op 2 juni 1989 aan de Ministerraad verslag uitgebracht over zijn onderhoud met President Mobutu te Dakar op 25 mei 1989. De Regering heeft het positieve karakter van dit gesprek bevestigd. Omwille van de discretie, nodig om via de geijkte kanalen tot een eventuele oplossing te komen, werd van regeringswijze geen verder commentaar verstrekt.

Er werd geen einde gemaakt aan de Marokkaanse bemiddeling.

Wat het verschil tussen het nieuwe voorstel tot schuldvermindering en het vroegere betreft, herinnert de Minister eraan dat de regeringsbeslissing van 21 oktober 1988 betrekking had op het kwijtschelden van de terugbetaling van de leningen van Staat tot Staat voor een periode van 10 jaar en dit voor een globaal bedrag van 1 625,5 miljoen frank, waarvan 989,1 miljoen frank voor Zaïre.

De beslissing van de Ministerraad van 19 mei 1989 heeft betrekking op de schuldenlastverlichting van de gewaarborgde handelsschulden (Delcredere). De Regering heeft haar voorkeur gegeven aan de optie B (zie hierboven) en behoudt de mogelijkheid deze te combineren in de gevallen waar dit nodig is en op een individuele basis met de optie A, met de optie C en bijkomende maatregelen met de begroting Ontwikkelingssamenwerking.

Bien qu'elle ne soit liée à aucune condition d'ordre écologique, la réduction de la dette n'en sera pas moins de nature à atténuer les contraintes sur l'environnement.

M. Van Dienderen lui demandant si la question des droits de l'homme a été évoquée à Rabat, le Ministre lui répond que les contacts qui ont eu lieu à Rabat entre la Belgique et le Zaïre visaient essentiellement à établir l'ordre du jour d'éventuelles négociations entre les deux pays. Il va de soi que la question des droits de l'homme n'a pas été évoquée.

En ce qui concerne les coopérants, le Ministre fait observer que la coopération au développement fait évidemment partie intégrante de nos relations avec le Zaïre et que notre attitude en la matière sera fonction de la manière dont la crise se résoudra.

Le Ministre souligne par ailleurs que la décision du Gouvernement du 14 janvier dernier — à savoir qu'en ce qui concerne notre coopération au développement, seuls les contrats en cours seront exécutés — a été prise après que le Comité central du MPR avait dénoncé l'accord de coopération économique et technologique. Les Zaïrois ne sont pas revenus sur cette décision dans l'intervalle.

4. Le Proche et le Moyen Orient

a) *Le Liban*

MM. De Croo et Kempinaire attirent l'attention sur le récent plaidoyer de M. Perez de Cuellar au sujet d'une contribution spéciale destinée à une aide de la communauté internationale au Liban. La Belgique a-t-elle répondu à cet appel? Dans la négative, pourquoi non?

Le Ministre répond que, conjointement avec ses partenaires européens et la Commission européenne, la Belgique a montré à plusieurs reprises par le passé qu'elle était disposée à participer à l'effort international que nécessitera la reconstruction du Liban. Celle-ci ne pourra toutefois hélas débiter que lorsqu'une solution politique aura été trouvée à la crise libanaise, qui est déterminée tant par des oppositions internes entre les diverses fractions libanaises que par des facteurs extérieurs.

Les Douze soutiennent dès lors toute initiative, comme par exemple la création récente par la Ligue arabe d'un comité de bons offices devant permettre le rétablissement du fonctionnement normal des institutions libanaises.

En ce qui concerne l'appel lancé le 21 avril 1989 par le Secrétaire général des Nations unies à la communauté internationale en vue d'une aide humanitaire urgente à la population libanaise, la Communauté européenne a décidé le 26 avril d'envoyer au Liban une aide humanitaire urgente comprenant notam-

Er worden geen ecologische voorwaarden aan de schuldvermindering verbonden, maar de schuldvermindering zal de druk op het milieu kunnen verlichten.

Op de vraag van de heer Van Dienderen of de mensenrechten in Rabat aan bod zijn gekomen, antwoordt de Minister dat de contacten die tussen België en Zaïre te Rabat plaatsgrepen essentieel tot doel hadden een agenda op te stellen over eventuele onderhandelingen tussen beide landen. Het ligt voor de hand dat de mensenrechten daar niet aan bod kwamen.

Wat de coöperanten betreft, merkt de Minister op dat de ontwikkelingssamenwerking uiteraard integrerend deel uitmaakt van onze betrekkingen met Zaïre. Onze houding ter zake zal in functie staan van de wijze waarop de crisis een oplossing zal krijgen.

Verder vestigt de Minister de aandacht op het feit dat de beslissing van de Regering van 14 januari jongstleden — namelijk dat, wat onze ontwikkelingssamenwerking betreft, alleen de lopende contracten nog zullen worden uitgevoerd — werd genomen nadat het centraal Comité van de MPR het akkoord inzake economische en technologische samenwerking had opgezegd. Aan deze beslissing van de Zaïrezen is ondertussen niets veranderd.

4. Het Nabije en het Midden-Oosten

a) *Libanon*

De heren De Croo en Kempinaire vestigen de aandacht op het pleidooi dat de heer Perez de Cuellar onlangs heeft gehouden voor een bijzondere bijdrage tot steun van de internationale gemeenschap aan Libanon. Is België op die oproep ingegaan? Zoniet, waarom niet?

De Minister antwoordt dat België, samen met zijn Europese partners en de Europese Commissie, in het verleden herhaaldelijk zijn bereidwilligheid betuigd heeft om deel te nemen aan de internationale inspanning die zal nodig zijn voor de wederopbouw van Libanon. Deze wederopbouw kan echter helaas pas beginnen indien vooreerst een politieke oplossing wordt gevonden voor de Libanese crisis, die zowel door interne tegenstellingen onder de diverse Libanese fracties als door externe factoren wordt beheerst.

De Twaalf steunen dan ook alle initiatieven zoals de recente oprichting van een Comité van goede diensten door de Arabische Liga, die een terugkeer tot de normale werking van de Libanese instellingen moeten mogelijk maken.

Wat betreft de oproep van de VN-Secretaris-Generaal tot de internationale gemeenschap voor dringende humanitaire hulp aan de Libanese bevolking van 21 april 1989, heeft de Europese Gemeenschap op 26 april beslist humanitaire spoedhulp, met onder meer geneesmiddelen, voedingswaren en 15 000 ton

ment des médicaments, des vivres et 15 000 tonnes de combustible pour les centrales électriques de Zouk et Zaharani. Un certain nombre de pays ont déjà fait des promesses au niveau national. Le Gouvernement belge envisage également l'octroi d'une aide financière spéciale aux victimes du conflit libanais, par le biais du Comité international de la Croix-Rouge.

b) *La Palestine*

M. De Croo demande quelle est la position du Gouvernement sur le problème du niveau de la représentation diplomatique de l'OLP à Bruxelles.

Le Ministre répond que l'attitude de la Belgique et des Douze à propos du conflit israélo-arabe a été explicitée dans la Déclaration de Venise du 13 juin 1980 et dans les déclarations qui ont été faites par la suite dans le cadre de la CPE, notamment dans la Déclaration de Bruxelles du 23 février 1987 relative à l'organisation d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient. Il résulte en substance de ces déclarations que les pays européens défendent le droit qu'ont tous les Etats de la région, et donc aussi Israël, d'exister à l'intérieur de frontières sûres, reconnues et garanties, et réclament la justice pour tous les peuples de la région, ce qui implique la reconnaissance des droits du peuple palestinien et, partout, la reconnaissance de son droit à l'autodétermination.

La Belgique et les Douze estiment que ces objectifs doivent être atteints par des moyens pacifiques et par la voie de négociations. Ils sont dès lors favorables à la convocation d'une conférence internationale pour la paix, sous les auspices des Nations unies, estimant que cette conférence serait le seul forum valable pour des négociations entre les parties concernées.

Les Douze ont qualifié de positives les décisions modérées que l'OLP a prises lors de la réunion du Conseil national palestinien le 13 novembre 1988 à Alger. En ce qui concerne la proclamation unilatérale d'un Etat palestinien indépendant, les Etats membres ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils n'avaient pas d'objections de principe à l'existence d'un Etat palestinien, mais qu'au niveau du droit international, les éléments constitutifs de ce nouvel Etat faisaient encore défaut et que c'est précisément pour cette raison qu'il fallait organiser une conférence internationale afin de garantir les résultats éventuels des négociations en la matière.

c) *Le problème des otages*

M. de Donnée relève que, si le Ministre a à plusieurs reprises déclaré que la Belgique déployait une diplomatie très active pour régler le problème des otages belges au Liban, force est cependant de constater qu'aucun résultat n'a été enregistré. Quel type de démarches a-t-on accompli jusqu'à présent et quel type de démarches envisage-t-on à l'avenir? Par ailleurs, des pressions ont-elles été exercées sur la Bel-

brandstof voor de elektrische centrales van Zouk en Zaharani naar Libanon te sturen. Een aantal landen hebben reeds nationale toezeggingen gedaan. Ook de Belgische Regering overweegt een bijzondere financiële hulp ten gunste van de slachtoffers van het conflict in Libanon via het Internationaal Comité van het Rode Kruis.

b) *Palestina*

De heer De Croo peilt naar het standpunt van de Regering in verband met het niveau van de diplomatieke vertegenwoordiging van de PLO in Brussel.

De Minister antwoordt dat de houding van België en van de Twaalf inzake het Israëliisch-Arabisch conflict duidelijk verwoord werd in de Verklaring van Venetië van 13 juni 1980 en de daaropvolgende EPS-verklaringen onder meer in de Verklaring van Brussel van 23 februari 1987 inzake een internationale vredesconferentie over het Midden-Oosten. Dit betekent in essentie dat de Europese landen enerzijds het recht verdedigen van alle Staten in de regio, met inbegrip van Israël, te bestaan binnen veilige, erkende en gewaarborgde grenzen, en anderzijds rechtvaardigheid vragen voor alle volken van de regio, hetgeen de erkenning van de rechten van het Palestijnse volk en dus ook van zijn recht op zelfbeschikking impliceert.

België en de Twaalf zijn de mening toegedaan dat deze doeleinden moeten worden vervuld op vreedzame wijze en via onderhandelingen. Zij zijn derhalve voorstander van het bijeenroepen van een internationale vredesconferentie onder VN-auspiciën, als enig geschikt forum voor onderhandelingen onder de betrokken partijen.

De Twaalf hebben de gematigde beslissingen die door de PLO werden genomen op de bijeenkomst van de Nationale Palestijnse Raad van 13 november 1988 in Algiers als een positieve stap begroet. Wat betreft de eenzijdige uitroeping van een onafhankelijke Palestijnse Staat hebben ze herhaaldelijk gesteld dat ze geen principiële bezwaren hebben tegen het bestaan van een Palestijnse Staat, maar dat op het vlak van het internationaal recht de constitutieve elementen voor deze nieuwe Staat nog niet aanwezig zijn en dat juist daarom een internationale conferentie nodig is, teneinde het eventueel resultaat van onderhandelingen ter zake te garanderen.

c) *Het vraagstuk van de gijzelaars*

De heer de Donnée wijst erop dat, ofschoon de Minister bij herhaling heeft verklaard dat België een actieve diplomatie ontwikkelde om de kwestie van de Belgische gijzelaars in Libanon op te lossen, niettemin moet worden geconstateerd dat tot dusver geen enkel resultaat is bereikt. Welke stappen heeft men tot dusver gezet en wat denkt men in de toekomst te doen? Is voorts pressie op België uitgeoefend om ons land ertoe

gique en vue de la pousser à libérer les Palestiniens détenus en Belgique?

*
* *

Au sujet des otages, *M. Dhoore* formule trois suggestions :

— Ne pourrait-on envisager, à un moment opportun, l'envoi au Liban d'une délégation parlementaire, qui y prendrait des contacts?

— Au vu des efforts consentis par des bénévoles pour la libération du docteur Cools et au vu du coût important de ces efforts, ne conviendrait-il pas d'accorder — éventuellement de manière partiellement symbolique — une contribution financière à la recherche de J. Cools?

— Quelque indiquée qu'ait pu paraître, dans un premier temps, la diplomatie discrète, ne conviendrait-il pas maintenant de recourir à l'envoi d'une mission diplomatique spéciale au Liban?

*
* *

M. Van Dienderen approuve la suggestion de l'envoi d'une délégation parlementaire; il ajoute que celle-ci devrait également comprendre des parlementaires de l'opposition.

*
* *

En ce qui concerne les otages belges, *le Ministre* estime qu'il faut faire une distinction entre le cas du docteur J. Cools et celui de la famille Houtekins.

Le docteur Cools effectuait au Liban une mission humanitaire importante. Il a disparu dans des circonstances très mystérieuses, et son enlèvement n'a été revendiqué que six mois plus tard par un groupe totalement inconnu, qui n'a ensuite plus fait parler de lui dans cette affaire.

Les membres de la famille Houtekins ont été pris en otage après l'interception de leur bateau, quelque part en Méditerranée. Leur enlèvement a été revendiqué par un mouvement palestinien très connu, qui n'a toutefois pas encore formulé de revendications concrètes pour leur libération.

La Belgique n'a pas ménagé ses efforts pour obtenir la libération de ses ressortissants. Le Ministre des Relations extérieures s'est rendu récemment à Damas pour discuter de cette affaire. Ce problème a aussi été abordé avec d'autres collègues de pays arabes. Un émissaire spécial a reçu des missions bien définies, mais le Ministre ne peut fournir de détails à ce sujet pour des raisons évidentes.

Jusqu'à présent, le Gouvernement belge n'a fait l'objet d'aucune pression en vue de la libération de terroristes.

te bewegen de in België gevangen gehouden Palestijnen vrij te laten?

*
* *

In verband met de gijzelaars heeft *de heer Dhoore* drie suggesties :

— kan er, te gelegener tijd, niet aan worden gedacht een parlementaire afvaardiging naar Libanon te sturen die daar de nodige contacten zou leggen?

— ware het, gelet op de inspanningen die vrijwilligers zich getroosten om dokter Cools vrij te krijgen en gelet op de aanzienlijke kosten die daarmee gepaard gaan, niet raadzaam — eventueel symbolisch — financieel bij te dragen in de opsporing van dokter Cools?

— de stille diplomatie mag dan aanvankelijk de meest aangewezen methode zijn geweest, ware het thans niet raadzaam een bijzondere diplomatieke zending naar Libanon te sturen?

*
* *

De heer Van Dienderen is het eens met het voorstel om een parlementaire delegatie naar Libanon te sturen; hij voegt daaraan toe dat daarin ook plaats moet zijn voor parlementsleden van de oppositie.

*
* *

Wat de Belgische gijzelaars betreft, is *de Minister* van mening dat een onderscheid dient te worden gemaakt tussen het geval van Dr. J. Cools en dat van de familie Houtekins.

Dr. Cools vervulde in Libanon een belangrijke humanitaire taak. Hij verdween in zeer mysterieuze omstandigheden, en zijn gijzeling werd pas een half jaar later opgeëist, door een volstrekt onbekende groep, die daarna niet meer van zich heeft laten horen betreffende deze zaak.

De familie Houtekins anderzijds werd gegijzeld na het kapen van hun boot, ergens in de Middellandse Zee. Hun gijzeling werd opgeëist door een zeer bekende Palestijnse beweging, die echter tot nog toe geen concrete eisen stelde voor hun vrijlating.

België heeft niets onverlet gelaten om de vrijlating van onze landgenoten te bekomen. De Minister van Buitenlandse Betrekkingen is niet lang geleden zelf naar Damascus geweest om over deze zaak te spreken. Ook met andere collega's van Arabische landen werd dit probleem besproken. Een bijzonder gezant werd met welbepaalde missies belast, doch om evidente redenen kan de Minister hierover niet in details treden.

Tot op heden werd er geen enkele druk uitgeoefend op de Belgische Regering met het oog op de vrijlating van terroristen.

En ce qui concerne les autres otages occidentaux, le Ministre fait observer que pas moins de vingt personnes sont actuellement retenues au Liban, dont neuf Américains, quatre Britanniques, deux Allemands, etc. Même ces grandes puissances ne parviennent pas à faire libérer leurs ressortissants.

A défaut d'interlocuteur valable, le Ministre ne voit pas l'utilité d'envoyer une mission parlementaire.

Le budget des Affaires étrangères ne comporte aucun poste qui permettrait d'aider financièrement les organisations qui interviennent en cas de prises d'otages.

5. L'Amérique latine

M. Dhoore estime qu'il convient de porter une attention toute particulière à la situation de l'Amérique latine. Il espère que le Sommet européen de Madrid des 26 et 27 juin sera l'occasion d'un tel examen.

Le Ministre fait état des discussions approfondies qui viennent d'être menées à ce propos entre les Etats de la Communauté et huit pays latino-américains, lors de la récente réunion des Ministres des Affaires étrangères des Douze à Grenade.

M. Van Dienderen critique l'attitude d'attente passive de la diplomatie belge vis-à-vis du traitement réservé à Ricardo Bravo Mayer par la justice chilienne. Il juge qu'il conviendrait d'entreprendre des démarches diplomatiques pour obtenir sa libération.

Le Ministre répond que, dès la libération de Rita Ceuppens, le chargé d'affaires belge à Santiago s'est vu confier la mission :

- de signaler aux autorités chiliennes que la Belgique était disposée à accueillir son époux, M. Bravo, en cas d'expulsion;
- de montrer, par des contacts réguliers avec les autorités et des visites éventuelles au prisonnier, que le sort de M. Bravo ne nous laisse pas indifférents; cet intérêt extérieur doit être le gage d'un traitement humain et d'un procès équitable.

Ces instructions sont suivies à la lettre par notre chargé d'affaires.

Aucune occasion n'est négligée pour manifester à d'autres niveaux l'intérêt que porte la Belgique à M. R. Bravo. C'est ainsi que le Ministre a discuté personnellement de cette affaire avec son homologue à New York, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le 13 avril dernier, le chargé d'affaires belge a eu un entretien avec les avocats de Rita Ceuppens et de Ricardo Bravo.

L'affaire de Rita Ceuppens et celle de son époux, Ricardo Bravo, ont été jointes (même numéro de rôle). En ce qui concerne l'affaire de Rita Ceuppens, l'information est donc également terminée et la procédure contradictoire peut commencer. Elle est accusée d'avoir

Wat de andere westerse gijzelaars betreft, wil de Minister er de aandacht op vestigen dat er op dit ogenblik niet minder dan twintig gijzelaars worden vastgehouden in Libanon, waaronder negen Amerikanen, vier Britten, twee Duitsers, enzovoort. Zelfs deze grootmachten slagen er niet in al hun landgenoten vrij te krijgen.

Bij gebrek aan een bevoegde gesprekspartner ziet de Minister het nut van een parlementaire missie niet in.

In de begroting van het Departement Buitenlandse Zaken komt geen budgettair artikel voor dat een financiële tussenkomst zou mogelijk maken voor organisaties die zich met gegijzelden bezighouden.

5. Latijns-Amerika

Volgens de heer Dhoore moet bijzondere aandacht worden besteed aan de toestand in Latijns-Amerika. Hij hoopt dat de Europese Top van Madrid op 26 en 27 juni daartoe gelegenheid zal bieden.

De Minister wijst erop dat de ministers van Buitenlandse Zaken van de Twaalf op de recente vergadering in Granada uitvoerig van gedachten hebben gewisseld met acht Latijns-Amerikaanse landen.

De heer Van Dienderen heeft kritiek op de afwachtende en passieve houding van de Belgische diplomatie ten aanzien van de wijze waarop het Chileense gerecht Ricardo Bravo Mayer behandelt. Volgens hem moeten diplomatieke stappen worden gezet om diens vrijlating te verkrijgen.

De Minister antwoordt dat de Belgische zaakgelastigde in Santiago onmiddellijk na de vrijlating van Rita Ceuppens opdracht kreeg om :

- de Chileense overheden erop te wijzen dat België in geval van uitwijzing bereid is haar echtgenoot Bravo op te nemen;
- door regelmatige contacten met de overheden en eventuele bezoeken aan de gevangene aan te tonen dat het lot van Bravo ons niet onbewogen laat; deze buitenlandse belangstelling moet borg staan voor een menselijke behandeling en een eerlijk proces.

Deze instructies worden door onze zaakgelastigde nauwgelet opgevolgd.

Geen enkele kans wordt onverlet gelaten om op andere vlakken de Belgische belangstelling voor R. Bravo te tonen. Zo besprak de Minister persoonlijk deze zaak met zijn ambtgenoot in New York, ter gelegenheid van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties.

Op 13 april jongstleden voerde onze zaakgelastigde een gesprek met de advocaten van Rita Ceuppens en Ricardo Bravo.

De zaak Rita Ceuppens en die van haar echtgenoot Ricardo Bravo is gemeenschappelijk (zelfde rolnummer). Bijgevolg geldt ook voor Rita Ceuppens dat het gerechtelijke vooronderzoek is afgesloten en de tegenprekelijke procedure kan aanvangen. Zij wordt be-

enfreint la loi sur les armes (articles 3, 9 et 11 de la loi n° 17 798 - détention d'explosifs). La peine requise est de 541 jours d'emprisonnement.

Son avocat a déclaré que cette peine constituait un minimum en l'occurrence et qu'il obtiendra sans doute assez facilement une réduction considérable de celle-ci. Il estime même que la peine purgée jusqu'à présent par Rita Ceuppens sera considérée comme suffisante. L'avocat estime par ailleurs que la procédure contradictoire qui est entamée à l'heure actuelle peut durer de 3 à 6 mois. Rita Ceuppens pourra évidemment retourner au Chili après que le jugement définitif aura été prononcé et à condition que celui-ci lui soit favorable.

Les choses se présentent moins bien pour son époux Ricardo Bravo. Il est en effet accusé :

- de violation de la loi antiterroriste : 10 ans;
- de violation de l'article 8 de la Constitution : 3 ans;
- de violation de la loi sur les armes :
 - détention d'armes et d'explosifs : 3 ans;
 - port d'armes et d'explosifs : 3 ans;
- de violation du Code de justice :
 - coups et blessures légers : 5 ans;
 - coups et blessures graves : 15 ans.

Total : 39 ans.

L'avocat de R. Bravo fera de son mieux pour assurer la défense de son client. Son premier souci sera d'éviter que l'infraction à la loi contre le terrorisme soit retenue lors du jugement définitif. Ceci est d'une importance capitale.

L'article 9 de la Constitution prévoit en effet que l'auteur d'une infraction à cette loi ne peut bénéficier ni d'une mesure d'amnistie ni d'une mesure de grâce (par exemple commutation de l'emprisonnement en une mesure d'expulsion). (Notre stratégie à long terme vise précisément à obtenir une commutation de l'emprisonnement en une mesure d'expulsion vers la Belgique).

En vue de préparer sa défense, nos ambassades s'efforcent actuellement de recueillir des informations sur les activités auxquelles Ricardo Bravo s'est livré dans les pays où il a séjourné entre 1975, date de son départ du Chili, et 1983, date de son arrivée en Belgique. Ces informations pourraient influencer favorablement le procès, ce qui pourrait entraîner son expulsion du pays et lui permettre de retrouver son épouse.

6. La Roumanie

M. de Donnée s'étonne de ce que, alors que la situation totalement inacceptable qui existe à l'heure actuelle en Roumanie est connue depuis de nombreux mois, qu'elle a, en outre, été dénoncée par les médias et le Parlement européen ainsi qu'à travers plusieurs interpellations parlementaires et l'opération Villages roumains, l'ambassadeur belge à Bucarest n'ait cependant été rappelé qu'à la suite de l'incident en Roumanie

schuldig van een inbreuk op de wapenwet (artikels 3, 9 en 11 van de wet n° 17 798 - bezit van explosieven). De gevraagde straftijd is 541 dagen gevangenis.

Haar advocaat zegde dat deze straf het minimum is dat in dergelijke gevallen wordt gevraagd en dat de verdediging het wellicht niet zeer moeilijk zal hebben die strafmaat nog aanzienlijk te verminderen. Hij meent zelfs dat de door Rita Ceuppens reeds uitgezeten straf zou volstaan. De tegensprekelijke procedure die thans zal worden ingezet kan, nog steeds volgens de advocaat, drie tot zes maanden in beslag nemen. Op het ogenblik van het definitieve vonnis, en gesteld dat dit voor Rita Ceuppens gunstig is, kan zij uiteraard terug naar Chili keren.

Voor echtgenoot Ricardo Bravo staan de zaken er minder goed voor. Hij wordt beschuldigd van :

- inbreuk op de anti-terroristenwet : 10 jaar;
 - inbreuk op artikel 8 van de Grondwet : 3 jaar;
 - inbreuk op de wapenwet :
 - bezit van wapens en explosieven : 3 jaar;
 - dragen van wapens en explosieven : 3 jaar;
 - inbreuk op het Wetboek van justitie :
 - lichte slagen en verwondingen : 5 jaar;
 - zware slagen en verwondingen : 15 jaar.
- Totaal : 39 jaar.

De advocaat van R. Bravo zal diens verdediging naar best vermogen op zich nemen. Zijn hoofdbekommernis zal erin bestaan te vermijden dat de inbreuk op de anti-terroristenwet in de definitieve veroordeling wordt weerhouden. Dit is uiterst belangrijk.

Artikel 9 van de Grondwet bepaalt immers dat de auteur van een inbreuk op die wet niet kan genieten van hetzij amnestie, hetzij genade (bijvoorbeeld omzetting gevangenisstraf in uitwijzing). (Onze lange-termijn strategie bestaat er precies in de omzetting van de gevangenisstraf in een uitwijzing naar België te bekomen).

Via onze ambassades wordt momenteel een poging ondernomen om ten behoeve van de verdediging van Ricardo Bravo inlichtingen in te winnen omtrent diens activiteiten in landen waar deze laatste heeft vertoefd tussen zijn vertrek uit Chili in 1975 en zijn aankomst in België in 1983. Op grond van deze inlichtingen zou het proces eventueel gunstig kunnen worden beïnvloed, wat een mogelijke uitwijzing en een hereniging met zijn echtgenote kan bevorderen.

6. Roemenië

De heer de Donnée verbaast zich erover dat de Belgische ambassadeur in Boekarest pas werd teruggeroepen nadat de heer Deprez het incident in Roemenië had uitgelokt. Nochtans bestaat de volstrekt onaanvaardbare toestand in Roemenië al maanden en is die bovendien door de media en het Europese Parlement, alsmede in verscheidene parlementaire interpellaties en via de actie « Roemeense dorpen » aan de kaak

provoqué par M. Deprez. Il regrette à la fois le caractère tardif de ce geste de protestation et le fait que le moment choisi pour le poser donne l'impression qu'il est ainsi prêté main-forte à l'exploitation électorale de cette affaire.

*
* *

MM. Dhoore et Van Dienderen demandent quelle action est envisagée vis-à-vis de la Roumanie, à la suite du rappel de notre ambassadeur.

*
* *

Le Ministre répond que, après que MM. Gérard Deprez et Christian Léonard eurent été sérieusement maltraités par la police roumaine le 18 mai dernier, alors qu'ils tentaient de rendre visite à Mme Doïna Cornea, à Cluj, il a décidé de rappeler en consultation notre ambassadeur en Roumanie devant la gravité des faits.

Ce même 18 mai, Mme Cornea a été brutalisée de manière plus grave encore, puisqu'elle a dû recevoir dix-sept points de suture et qu'elle aurait même une côte cassée. Il semble que ces faits aient été perpétrés par des « inconnus » en plein jour.

Il importe que les autorités roumaines soient au courant du sérieux avec lequel le Gouvernement considère la question de la sécurité des ressortissants belges en Roumanie et, d'une manière générale, la défense de leurs intérêts légitimes. Les autorités roumaines n'ignorent plus les préoccupations de la Belgique en ce qui concerne le respect des engagements pris par ce pays, notamment dans le cadre de la CSCE (Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe). Ceci continuera à être rappelé avec la fermeté nécessaire, à titre national ou avec nos partenaires des Douze.

L'Ambassadeur de Belgique à Bucarest rejoindra son poste dès que le processus de consultation sera terminé, ce qui n'est pas encore le cas.

Le Ministre ajoute les remarques suivantes :

— Les autorités roumaines étaient pleinement informées que le projet de MM. Deprez et Léonard était de rencontrer Mme Cornea. Leur accorder le visa dans ces conditions valait logiquement approbation implicite du projet.

— L'Ambassadeur de Belgique à Bucarest, lorsqu'il fut convoqué au Ministère des Affaires étrangères le 19 mai, n'y entendit pas la moindre expression de regrets. Au contraire, la responsabilité de l'incident fut reportée entièrement sur les deux ressortissants belges. En d'autres mots, l'action de la police de Cluj

gesteld. Hij betreurt tegelijk dat het protest zo laat op gang is gekomen en dat het ogenblik dat werd gekozen om het te laten horen, de indruk geeft dat die zaak voor electorale doeleinden wordt aangegrepen.

*
* *

De heren Dhoore en Van Dienderen vragen wat tegen Roemenië zal worden ondernomen nu onze ambassadeur is teruggeroepen.

*
* *

De Minister antwoordt dat hij, nadat de heren Gérard Deprez en Christian Léonard op 18 mei jongstleden zwaar door de Roemeense politie waren toegetakeld toen ze probeerden mevrouw Doïna Cornea in Cluj te bezoeken, besloten heeft, gelet op de ernst van de feiten, onze ambassadeur in Roemenië voor overleg terug te roepen.

Diezelfde 18 mei werd mevrouw Cornea op een zo mogelijk nog brutaler manier mishandeld, aangezien zij zeventien hechtingen moest krijgen en zelfs een gebroken rib zou hebben opgelopen. Die feiten blijken op klaarlichte dag door « onbekenden » te zijn gepleegd.

Het komt erop aan dat de Roemeense autoriteiten zich ervan bewust worden dat het de Regering menens is met de veiligheid van de Belgische onderdanen in Roemenië en, meer algemeen, met de verdediging van hun rechtmatige belangen. Het is de Roemeense autoriteiten bekend dat België zich zorgen maakt over de naleving van de verplichtingen die dat land heeft aangegaan, met name in het kader van de CVSE (Conferentie voor veiligheid en samenwerking in Europa). Daaraan zal op gezette tijden met de nodige vastberadenheid worden herinnerd, ofwel nationaal ofwel samen met onze partners van de Twaalf.

De Belgische ambassadeur in Boekarest zal naar zijn post terugkeren zodra het overleg is afgerond, wat heden nog niet het geval is.

De Minister voegt daaraan de volgende opmerkingen toe :

— De Roemeense autoriteiten waren er volkomen van op de hoogte dat de heren Deprez en Léonard van plan waren mevrouw Cornea te ontmoeten. Hen in die omstandigheden een visum uitreiken kwam er logisch gesproken op neer dat het plan impliciet werd goedgekeurd.

— Toen de Belgische ambassadeur op 19 mei op het Roemeense Ministerie van Buitenlandse Zaken werd ontboden, viel daar niet de minste spijtbetuiging te beluisteren. Integendeel, de verantwoordelijkheid voor het incident werd helemaal op de twee Belgische onderdanen afgeschoven. Het optreden van de politie

a été couverte par le Gouvernement roumain. L'attitude de l'Ambassadeur de Roumanie, convoqué par le Ministre le 22 mai, l'a confirmé.

— Dans le document de Vienne, la Roumanie s'est engagée à encourager les contacts entre ses ressortissants et les ressortissants des autres pays participants. L'action de la police de Cluj, couverte par le Ministère des Affaires étrangères roumain, va dans un sens diamétralement opposé.

— Le « passage à tabac » semble être une des méthodes dont les services de sécurité roumains sont coutumiers, ce qui mérite d'être dénoncé.

7. La Chine

Lors de la réunion de la Commission du 6 juin 1989, le *Ministre* fait la déclaration suivante :

Les grandes manifestations organisées au cours de la seconde moitié du mois d'avril et du mois de mai 1989 par les étudiants chinois, qui réclamaient une amélioration de la situation sociale et économique, plus de démocratie, la liberté de la presse et des mesures contre la corruption et le népotisme, ont bénéficié de la sympathie et de l'aide de larges couches de la population, qui se plaignent surtout de la situation socio-économique. Ces manifestations ont représenté un important défi pour la direction du Parti et ont attisé la lutte pour le pouvoir au sein du Parti.

Ce n'est qu'après le 18 mai, jour du départ de Gorbatchev, dont la visite historique à Pékin a été éclipsée par les manifestations estudiantines, que les autorités chinoises ont commencé à réagir. Une lutte pour le pouvoir opposait au sommet du parti les partisans de la ligne dure (Deng Xiaoping et Li Peng) et un groupe de modérés réunis autour de Zhao Ziyang.

Le 20 mai, Li Peng décréta la loi martiale à Pékin. Les étudiants poursuivirent néanmoins leurs actions de protestation et réclamèrent la démission de Li Peng et de Deng Xiaoping. Les actions de protestation s'étendirent aux chefs-lieux de province et à Macao et Hong-Kong.

Le commandement de l'armée, qui s'était initialement cantonné dans un attentisme prudent, se rallia finalement à la ligne dure adoptée par Li Peng. La lutte pour le pouvoir au sein du parti parut s'être terminée par une victoire de Deng Xiaoping et de Li Peng. Le mouvement de protestation sembla s'atténuer et l'on s'attendit à ce que Li Peng le réprime de manière détournée et le laisse pourrir sur place.

Contre toute attente, l'armée intervint le 4 juin pour faire évacuer de force la place Tian An Men. Cette intervention brutale aurait fait des centaines de morts.

Il faut voir à présent comment la population chinoise réagira à ce déchaînement de violence et quelle sera l'incidence de ces événements sur les rapports de forces au sein du Parti et du commandement de l'armée.

van Cluj werd met andere woorden door de Roemeense regering gedekt. De houding van de Roemeense ambassadeur, die op 22 mei door de Minister werd ontboden, heeft zulks bevestigd.

— In het document van Wenen heeft Roemenië zich ertoe verbonden contacten tussen zijn onderdanen en die van andere landen-deelnemers aan te moedigen. Het optreden van de politie van Cluj, dat door het Roemeense Ministerie van Buitenlandse Zaken werd beschermd, staat haaks op die verbintenis.

— Arrestanten afranselen blijkt gebruikelijk te zijn bij de Roemeense veiligheidsdiensten : dat verdient te worden aangeklaagd.

7. China

Op de Commissievergadering van 6 juni legt de *Minister* volgende verklaring af :

Massale protestbetogingen in de tweede helft van april en in mei 1989 van de Chinese studenten voor een betere sociaal-economische status en voor meer democratie, persvrijheid en maatregelen tegen corruptie en nepotisme vonden sympathie en steun bij brede lagen van de bevolking, die vooral sociaal-economische grieven heeft. Zij vormden een enorme uitdaging voor de Partijleiding en verhaastten de machtsstrijd binnen de Partij.

Eerst na het vertrek van Gorbatsjov op 18 mei, wiens historisch bezoek aan Beijing (Peking) in de schaduw werd gedrukt door de studentenmanifestaties, begon de Chinese overheid te reageren. In de partijtop was een machtsstrijd bezig tussen voorstanders van de harde lijn (Deng Xiaoping en Li Peng) en een groep van gematigden rond Zhao Ziyang.

Op 20 mei kondigde Li Peng de krijgswet af voor Peking. De studenten zetten evenwel de protestacties voort en eisten het aftreden van Li Peng en Deng Xiaoping. De protestacties breidden zich uit tot de provinciale hoofdsteden en tot Macao en Hong Kong.

De legerleiding, die aanvankelijk een voorzichtige afwachtende houding aannam, stelde zich uiteindelijk achter Li Peng's harde lijn. De machtsstrijd binnen de Partij bleek beslecht ten gunste van Deng Xiaoping en Li Peng. De protestbeweging bleek af te zwakken en verwacht werd dat Li Peng ertegen zou optreden met verdoken repressiemiddelen en voorts de protestbeweging verder zou laten wegebber.

Tegen alle verwachtingen in werd op 4 juni het leger ingezet om stormender hand het Tian An Menplein te ontzetten. Bij dit gewelddadig optreden zijn honderden doden gevallen.

Het valt nu te bezien hoe de Chinese bevolking op dit brutaal geweld zal reageren en wat de weerslag van de gebeurtenis zal zijn op de machtsverhouding binnen de Partij en legerleiding.

Quelle que soit l'évolution future de la situation, les récents mouvements de protestation ont clairement montré ce que la population veut et les dirigeants chinois devront de toute façon tenir compte de ses exigences s'ils veulent éviter que leur pouvoir perde toute légitimité.

Position de la Belgique

La Belgique est consternée et indignée par les événements tragiques survenus en Chine. Elle déplore l'intervention violente contre la foule qui manifestait pacifiquement, ainsi que la perte de nombreuses vies humaines. Elle espère que les dirigeants chinois chercheront une solution pacifique au conflit par le biais d'un dialogue constructif et que la Chine continuera dans la voie des réformes économiques et de l'ouverture politique.

Le Gouvernement belge a décidé d'annuler les contacts officiels (entrevues avec les ministres Urbain et Geens) qui étaient prévus dans le cadre de la visite à Bruxelles du Ministre chinois des Relations économiques et commerciales, M. Zeng Tuobin, les 5 et 6 juin 1989.

Le Gouvernement belge a également insisté pour que les Douze réagissent immédiatement aux événements tragiques survenus en Chine.

Le Département a d'autre part pris des dispositions destinées à assurer la sécurité des ressortissants belges qui se trouvent en Chine :

— Les 14 étudiants boursiers belges à Peking ont été immédiatement contactés; 11 d'entre eux ont accepté d'être logés à l'Ambassade.

— Le Département a également tenté d'entrer en contact avec les ressortissants belges se trouvant en province.

Aux touristes qui devaient se rendre en Chine a été donné le conseil de renoncer à ce voyage.

Les Etats membres de la Communauté européenne ont exprimé une ferme condamnation le 6 juin.

En ce qui concerne l'idée de prendre des sanctions économiques à l'égard de la Chine, il convient de faire preuve de prudence : ce serait vraisemblablement une erreur de pousser à l'isolement la Chine, qui a de toute manière les moyens de vivre en autarcie.

8. Questions particulières

M. Dhoore rappelle que la Commission d'enquête parlementaire sur les livraisons d'armes et de munitions faites par la Belgique aux pays impliqués dans un conflit armé ou frappés d'embargo sur les armes avait, en conclusion de ses travaux, formulé un certain nombre de suggestions.

A-t-on commencé à donner une exécution à ces suggestions?

Le Ministre déclare qu'il ne préside plus le Comité ministériel pour le commerce des armes.

Hoe de ontwikkelingen ook zullen verlopen, de jongste protestbetogingen hebben duidelijk gesteld wat de bevolking wil en hiermee zullen de Chinese bewindslieden, hoe dan ook, ten slotte rekening moeten houden, wil hun gezag niet alle legitimiteit kwijtraken.

Belgiës standpunt

België is verbijsterd en geschokt over de tragische gebeurtenissen in China. Het betreurt het gewelddadig optreden tegen vreedzame betogers en het groot verlies aan mensenlevens. Het hoopt dat de Chinese bewindslieden op vreedzame wijze en in constructieve politieke dialoog een regeling voor het conflict zullen zoeken en dat China verder zal gaan op de weg van economische hervorming en politieke openheid.

De Belgische Regering heeft besloten de officiële contacten (afspraken met de Ministers Urbain en Geens) voorzien in het kader van het bezoek aan Brussel van de Chinese Minister van Buitenlandse Economische- en Handelsbetrekkingen, Zeng Tuobin, op 5 en 6 juni 1989, af te zeggen.

De Belgische Regering heeft tevens aangedrongen op een onmiddellijke reactie vanwege de Twaalf op de tragische gebeurtenissen in China.

Het departement heeft voorts maatregelen getroffen om de veiligheid te garanderen van Belgische onderdanen die in China verblijven :

— onmiddellijk is contact opgenomen met de 14 Belgische beursstudenten in Peking; 11 van hen hebben logies op de Ambassade geaccepteerd;

— het departement heeft ook geprobeerd in contact te treden met de Belgische onderdanen die elders te lande verblijven;

Toeristen die naar China zouden afreizen, is de raad gegeven van die reis af te zien.

De lidstaten van de Europese Gemeenschap hebben op 6 juni een scherpe veroordeling uitgesproken.

De idee van economische sancties tegen China moet met de nodige omzichtigheid worden benaderd : het ware waarschijnlijk een vergissing China te willen isoleren, aangezien dat land hoe dan ook zichzelf kan bedruipen.

8. Specifieke vragen

De heer Dhoore herinnert eraan dat de parlementaire onderzoekscommissie betreffende de Belgische wapen- en munitieleveringen aan de landen die bij een gewapend conflict betrokken zijn of waartegen een wapenembargo geldt, tot besluit van haar werkzaamheden een aantal suggesties naar voren gebracht heeft.

In hoeverre is de Minister bereid op die suggesties in te gaan?

De Minister verklaart dat hij het Ministercomité voor de wapenhandel niet langer voorziet.

La question posée relève dorénavant de la compétence du Ministre du Commerce extérieur (voir le rapport de M. Van Wambeke « Crédits : Commerce extérieur »).

*
* *

M. Dhoore émet le vœu qu'une attention particulière soit portée à la situation dramatique que continue à connaître l'Ethiopie.

*
* *

M. de Donnée s'interroge sur la régularité de la situation de l'ambassadeur de Belgique en Tunisie. Par arrêté royal, ce diplomate a été admis à la retraite, mais il a toutefois été maintenu en poste — sans qu'aucun arrêté royal n'ait été pris à cet effet —. Quelle est la situation juridique de cet ambassadeur? Sur quelle base pourra-t-il être payé et défrayé? En outre, étant donné que son admission à la retraite a été notifiée aux autorités tunisiennes, quelle peut être la crédibilité de notre ambassadeur à l'endroit de ces dernières?

Au-delà de ce cas particulier, l'intervenant voit dans cette situation irrégulière l'image du désordre qui règne dans le département des Affaires étrangères.

*
* *

M. De Croo demande quelle est la réaction du Gouvernement à la stratégie que développe actuellement Air Afrique, au grand dam de la Sabena.

Le Ministre fournit la réponse suivante :

1) Le Gouvernement belge a protesté par la voie diplomatique auprès des pays (le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Niger, le Togo et le Congo-Brazzaville) qui ont annoncé une limitation unilatérale des droits de navigation aérienne de la Sabena. Dans chacun des pays concernés, les ambassadeurs belges ont remis à un haut niveau des notes diplomatiques soulignant que ces restrictions étaient contraires aux accords bilatéraux de navigation aérienne. Ces notes précisent aussi que nos relations futures avec les pays concernés seront fonction de l'attitude que ces pays adopteront vis-à-vis de la Sabena.

2) Le Ministre des Relations extérieures a adressé au Président de la Commission européenne et au Commissaire européen pour les Transports une lettre dans laquelle il demande quel est le point de vue de la Commission en ce qui concerne le plan français de redressement d'Air Afrique, qui limite les droits de navigation aérienne de toutes les compagnies aériennes européennes, à l'exception d'UTA et d'Air France.

Het antwoord op die vraag behoort voortaan tot de bevoegdheid van de Minister van Buitenlandse Handel (zie verslag van de heer Van Wambeke « Kredieten : Buitenlandse Handel »).

*
* *

De heer Dhoore wenst dat bijzondere aandacht wordt besteed aan de dramatische toestand die nog altijd in Ethiopië heerst.

*
* *

De heer de Donnée vraagt of de situatie van de Belgische ambassadeur in Tunesië wel regelmatig is. Die diplomaat is bij koninklijk besluit op rust gesteld, maar is niettemin op post gebleven zonder dat daartoe enig koninklijk besluit is uitgevaardigd. Wat is de rechtspositie van die ambassadeur? Op welke grondslag zal hij kunnen worden betaald en vergoed? Daarenboven werd zijn pensionering aan de Tunesische autoriteiten bekendgemaakt, zodat de vraag gewettigd is of hij in de ogen van deze laatste nog geloofwaardig is.

Afgezien van dit aparte geval ziet spreker in die onregelmatige toestand een weerspiegeling van de wanorde die in het departement van Buitenlandse Zaken heerst.

*
* *

De heer De Croo vraagt hoe de Regering reageert op de strategie die Air Afrique thans tot schade van Sabena ontwikkelt.

De Minister antwoordt het volgende :

1) De Belgische Regering tekende diplomatiek protest aan bij de landen die een unilaterale beperking van de luchtverkeersrechten van Sabena hebben aangekondigd (Senegal, Ivoorkust, Benin, Niger, Togo en Congo Brazzaville). In ieder van de betrokken landen overhandigden de Belgische ambassadeurs op hoog niveau diplomatieke nota's waarin de beperkende maatregelen werden aangeklaagd als zijnde strijdig met de bilaterale luchtvaartakkoorden. De diplomatieke nota's vermelden eveneens dat onze toekomstige betrekkingen met die landen zullen worden beïnvloed door de houding die ze zullen aannemen ten aanzien van Sabena.

2) De Minister van Buitenlandse Betrekkingen heeft aan de Voorzitter van de EEG-Commissie en aan de EEG-Commissaris voor Transport een brief gericht waarin hij om het standpunt van de Commissie verzoekt ten aanzien van het Franse herstelplan voor Air Afrique, dat de luchtverkeersrechten van alle Europese luchtvaartmaatschappijen — met uitzondering van UTA en Air France — beknot.

3) A l'initiative de la Belgique, et conformément aux accords aériens bilatéraux, des consultations aériennes ont été demandées avec les six pays concernés. La délégation belge à ces consultations se compose de représentants du Ministère des Communications, du Ministère des Affaires étrangères et de la Sabena. Une consultation a déjà eu lieu avec le Togo, avec des résultats positifs. Une consultation est actuellement en cours avec le Congo-Brazzaville et des consultations auront bientôt lieu avec le Sénégal, le Niger, le Bénin et la Côte d'Ivoire.

4) A l'occasion du Sommet de la Francophonie à Dakar, le Premier Ministre a discuté de ce problème avec les chefs d'Etat des pays concernés.

III. — INTERPELLATION JOINTE

Interpellation n° 161 de M. Di Rupo sur l'action diplomatique que peut entreprendre la Belgique pour inciter la Communauté européenne à adopter une position commune à l'égard des déclarations du Président Saddam Hussein.

L'interpellateur attire l'attention sur le fait que l'Irak, dans lequel, du 31 mars au 3 avril dernier, il vient personnellement d'effectuer une mission d'observation des élections à l'Assemblée nationale, est un pays présentant un très haut intérêt, tant par sa situation géographique — à côté de l'Iran — que par ses potentialités géopolitiques et économiques. Il importe de lui porter d'autant plus d'attention que, avec la fin de la guerre avec l'Iran, il entre actuellement dans une nouvelle phase.

Le régime politique irakien présente un certain nombre d'aspects positifs :

- l'Irak s'est révélé être le bouclier contre l'intégrisme islamique et a en quelque sorte protégé le monde arabe et l'Europe contre cette importante menace;

- depuis la fin de la guerre, une libéralisation commerciale se fait sentir;

- sur le plan économique, l'Irak représente la deuxième réserve pétrolière du monde après l'Arabie Saoudite;

- l'Irak est un leader du Golfe incontournable;

- les autorités irakiennes ont annoncé une libération du régime vers le multipartisme, la disparition du CCR (le Conseil du Commandement de la Révolution, qui détient le pouvoir suprême), l'élection du Président au suffrage universel et l'accroissement des pouvoirs de l'Assemblée nationale.

Il apparaît toutefois indéniable que le régime présente également un certain nombre de caractères inacceptables.

3) Op initiatief van België werden overeenkomstig de bilaterale luchtvaartakkoorden, luchtvaartconsultaties aangevraagd met de zes betrokken landen. De Belgische delegatie voor die consultaties is samengesteld uit vertegenwoordigers van het Ministerie van Verkeerswezen, het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Sabena. Met Togo werd reeds een consultatie gehouden die positieve resultaten heeft opgeleverd. Met Congo (Brazzaville) is thans een consultatie aan de gang en met Senegal, Niger, Benin en Ivoorkust zullen binnenkort consultaties plaatshebben.

4) De Eerste Minister heeft ter gelegenheid van de Top van de francophonie in Dakar het probleem besproken met de Staatshoofden van de betrokken landen.

III. — TOEGEVOEGDE INTERPELLATIE

Interpellatie n° 161 van de heer Di Rupo over de diplomatieke actie die door België op het getouw kan worden gezet om de Europese Gemeenschap ertoe te brengen een zelfde standpunt aan te nemen ten aanzien van de verklaringen van President Saddam Hoessein.

De interpellant vestigt er de aandacht op dat Irak, waar hij van 31 maart tot 3 april jongstleden persoonlijk als waarnemer bij de verkiezing van de Nationale Vergadering verbleef, een zeer belangrijk land is, zulks zowel wegens zijn geografische ligging — naast Iran — als door zijn geo-politieke en economische mogelijkheden. Dat land verdient des te meer belangstelling daar er, nu de oorlog met Iran afgelopen is, een nieuwe fase aanbreekt.

Het Iraakse politieke bestel heeft een aantal positieve aspecten :

- Irak vormt een schild tegen het islamitisch integrisme en heeft de Arabische wereld en Europa tot op zekere hoogte tegen die aanzienlijke bedreiging beschermd;

- sinds het einde van de oorlog wordt een liberalisering van de handel waargenomen;

- op economisch vlak bezit Irak, na Saoedie-Arabië, de grootste olievoorraden ter wereld;

- Irak werpt zich in de Golf op als een leider waar men niet omheen kan;

- de Iraakse autoriteiten hebben een liberalisering van het regime naar een meerpartijstelsel toe aangekondigd en de opdoeking van de Commandoraad voor de Revolutie (CRR, die het oppergezag uitoefent) toegezegd, terwijl ook de verkiezing van de president bij algemeen stemrecht en meer bevoegdheden voor de Nationale Vergadering in uitzicht worden gesteld.

Het is evenwel onloochenbaar dat het regime ook een aantal onaanvaardbare trekken vertoont.

Sous l'angle institutionnel tout d'abord, le régime irakien pourrait difficilement être qualifié de démocratique.

Le CCR, dont Saddam Hussein est le président, constitue le pouvoir suprême, tant législatif qu'exécutif. Il n'y a pas de séparation des pouvoirs. Ainsi, le CCR annule à son gré des décisions de justice.

L'Assemblée que les Irakiens viennent d'élire ne dispose actuellement que de compétences très réduites; aussi la portée des élections était-elle limitée. En outre, les candidats avaient été sélectionnés par le CCR au préalable. L'organisation des élections apparaît dès lors comme un vernis démocratique posé sur un bloc de béton armé : le président Saddam Hussein est bien le maître absolu de l'Irak.

Dans la vie quotidienne, l'Irak se révèle être un régime musclé, véritablement obsédé par la sécurité.

L'omniprésence des services de sécurité a pour conséquence qu'une peur très réelle paralyse les Irakiens, qui craignent la moindre conversation avec un étranger.

L'obsession de la sécurité se traduit également par un contrôle très strict des photocopieuses, des machines à écrire et de tous les instruments de communication.

Il est étonnant de constater que les restrictions en ces matières s'appliquent aussi aux ambassades : les diplomates ne peuvent quitter la grande agglomération de Bagdad sans autorisation préalable, comme il leur est interdit, sans la même démarche, de détenir un appareil photo, un micro-ordinateur ou une installation électronique.

En outre, dans la mesure où les autorités diplomatiques reçoivent l'autorisation du pouvoir irakien de détenir certains types d'équipement, elles doivent accepter des inspections à tout moment.

Il convient également de noter que les ambassadeurs sont tenus de présenter leur lettre de créance au numéro deux du régime et non pas au chef de l'Etat.

Sur le plan des droits de l'homme, l'action de ce régime totalitaire apparaît totalement inacceptable. Des témoignages obtenus, il ressort que les disparitions de ceux qui osent critiquer le régime sont fréquentes, que des enfants ont été torturés pour faire parler leurs parents (Amnesty International dénonçait de tels faits dans son dernier rapport sur l'Irak), que les arrestations arbitraires sont très nombreuses et que la guerre avec l'Iran s'est accompagnée du déplacement de populations kurdes.

Eu égard à ces différents aspects négatifs, l'interpellateur estime que, si la Belgique a intérêt à poursuivre ses relations avec l'Irak, il ne saurait toutefois être question d'accepter telle quelle l'action du régime totalitaire qui gouverne ce pays. La Belgique ne peut-elle dès lors prendre une initiative pour que la Communauté européenne exige des autorités irakiennes

Uit een institutioneel oogpunt kan het Iraakse regime bezwaarlijk democratisch worden genoemd.

De CRR, waarvan Saddam Hoessein voorzitter is, is zowel op wetgevend als op uitvoerend gebied het opmerste gezagsorgaan. Scheiding van machten is onbestaande en rechterlijke beslissingen worden door de CRR naar eigen goeddunken vernietigd.

De onlangs door de Irakezen verkozen Vergadering heeft slechts zeer beperkte bevoegdheden, waardoor de verkiezingen veel aan betekenis hebben ingeboet. Bovendien waren de kandidaten geselecteerd door de CRR. De organisatie van de verkiezingen heeft dan ook veel weg van een laagje democratisch vernis op een blok gewapend beton : President Saddam Hoessein is in Irak alleenheerser.

In het dagelijkse leven ontpopt Irak zich als een hard regime dat door de veiligheidsidee bezeten is.

De alomtegenwoordigheid van de veiligheidsdiensten heeft tot gevolg dat de door schrik verlamde Irakezen zelfs voor het kortste gesprek met buitenlanders terugdeinzen.

Deze veiligheidsobsessie uit zich ook in zeer strenge controle op kopieerapparaten, schrijfmachines en om het even welk communicatiemiddel.

Verbazingwekkend is tevens dat al die beperkingen ook voor de ambassades gelden : zonder voorafgaande toestemming mogen diplomaten zich niet uit Bagdad en voorsteden verwijderen, zoals hun tevens het bezit van fototoestellen, minicomputers of elektronische installaties verboden is.

Wanneer de diplomatieke instanties van de Iraakse autoriteiten al een vergunning voor het bezit van bepaalde apparatuur hebben gekregen, moeten zij zich bovendien op ieder ogenblik inspecties laten welgevallen.

Opvallend is ook het feit dat de ambassadeurs hun geloofsbrieven niet aan het staatshoofd doch aan de nummer twee van het regime dienen te overhandigen.

Op het vlak van de mensenrechten is het optreden van dat totalitaire regime volstrekt onaanvaardbaar. Uit getuigenissen is gebleken dat mensen die het regime durven bekritisieren vaak verdwijnen, dat kinderen werden gemarteld om hun ouders aan het spreken te krijgen (Amnesty International heeft in zijn laatste rapport over Irak dergelijke feiten aan de kaak gesteld), dat willekeurige aanhoudingen schering en inslag zijn en dat de oorlog met Iran gepaard ging met gedwongen verhuizing van de Koerdische bevolking.

Gelet op al die negatieve aspecten, geeft de interpellant als zijn mening te kennen dat België er weliswaar belang bij heeft om zijn betrekkingen met Irak te handhaven, doch dat er geen sprake van kan zijn het optreden van het totalitaire bewind van dat land klakkeloos te aanvaarden. Zou België derhalve geen initiatief kunnen nemen waarbij de Europese Ge-

un calendrier précis pour le processus de démocratisation?

Enfin, sur le point précis de la présentation par les ambassadeurs de leurs lettres de créance au numéro deux du régime, M. Di Rupo demande s'il est envisagé d'adopter la même attitude, à titre de réciprocité, envers l'ambassadeur d'Irak.

Réponse du Ministre des Relations extérieures

Le Ministre souligne que les Douze, de concert avec d'autres pays occidentaux, tentent depuis deux ans de saisir la Commission des droits de l'homme à Genève de la question des droits de l'homme en Irak. Ces efforts se sont cependant jusqu'ici heurtés à des obstacles de procédure.

De même, cette question est activement suivie au sein de la Coopération politique européenne. Les autorités irakiennes sont d'ailleurs bien au courant des préoccupations des Douze en ce domaine.

On ne peut que prendre note de ce que les autorités irakiennes ont annoncé leur intention d'instaurer une plus grande démocratie en Irak.

Toutefois, sans s'immiscer dans les affaires intérieures de ce pays, il ne paraît pas possible de suggérer à nos partenaires des Douze d'exiger un calendrier précis pour la réalisation du processus de démocratisation en Irak. Le Ministre s'engage toutefois à faire part de l'interpellation de M. Di Rupo lors de la prochaine réunion des Ministres des Affaires étrangères.

Concernant la présentation des lettres de créance des ambassadeurs en Irak, il est exact que, depuis 1985, les chefs de mission remettent leurs lettres au Vice-Président du Conseil du Commandement de la Révolution et non au chef de l'Etat. Cette mesure semble avoir été justifiée à l'époque par les circonstances de guerre prévalant dans le pays.

D'une manière générale, il apparaît que la règle de présentation des lettres de créance des ambassadeurs au chef de l'Etat souffre fort peu d'exceptions dans le monde.

Certains pays du Commonwealth, qui ont conservé leurs attaches avec la couronne britannique prévoient, cela se conçoit, la présentation des lettres au Gouverneur général, en tant que représentant de la Reine. En Libye, les ambassadeurs présentent leurs lettres au chef de la diplomatie.

Quoi qu'il en soit, la Belgique s'en tient à la règle de la présentation des lettres des ambassadeurs au Roi et n'a pas l'intention d'appliquer la réciprocité.

meenschap aan de Iraakse autoriteiten een nauwkeurig tijdschema voor het democratiseringsproces oplegt?

In verband met het feit dat de ambassadeurs hun geloofsbrieven aan de nummer twee van het regime moeten overhandigen, vraagt de heer Di Rupo of eraan wordt gedacht om, bij wijze van wederkerigheid, dezelfde houding ten opzichte van de Iraakse ambassadeur aan te nemen.

Antwoord van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen.

De Minister benadrukt dat de Twaalf, in overleg met de andere Westerse landen, al twee jaar lang trachten het vraagstuk van de mensenrechten in Irak bij de Commissie voor de Rechten van de Mens te Genève aanhangig te maken; die inspanningen stuiten tot nog toe op procedurehindernissen.

Ook in kringen die nauw bij de Europese politieke samenwerking betrokken zijn, wordt die kwestie van nabij gevolgd. De Iraakse autoriteiten zijn er zich trouwens heel goed van bewust dat die kwestie de Twaalf zeer nauw aan het hart ligt.

Men kan er slechts akte van nemen dat diezelfde autoriteiten hun voornemen te kennen hebben gegeven om naar meer democratie in hun land te streven.

Ofschoon het niet in de bedoeling ligt om zich in de binnenlandse aangelegenheden van dat land te mengen, lijkt het toch niet mogelijk, onze partners van de Twaalf voor te stellen dat aan Irak een nauwkeurig tijdschema voor de uitvoering van het democratiseringsproces wordt opgelegd. De Minister belooft niettemin de interpellatie van de heer Di Rupo op de eerstkomende vergadering van de Ministers van Buitenlandse Zaken aan de orde te stellen.

Inzake de overhandiging van de geloofsbrieven door de in Irak aangestelde ambassadeurs is het juist dat de betrokkenen sedert 1985 hun geloofsbrieven niet langer aan het staatshoofd, doch wel aan de voorzitter van de Commandoraad voor de Revolutie voorleggen. Die maatregel scheen destijds verantwoord door de in dat land heersende oorlogsomstandigheden.

Op de algemene regel dat de geloofsbrieven van ambassadeurs aan het staatshoofd worden overhandigd, bestaan doorgaans maar weinig uitzonderingen.

Sommige landen van de Commonwealth die hun banden met de Britse Kroon hebben gehandhaafd, schrijven uiteraard voor dat de geloofsbrieven worden aangeboden aan de gouverneur-generaal in diens hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Koningin. In Libië overhandigen de ambassadeurs hun geloofsbrieven aan het hoofd van de diplomatie.

Hoe dat ook zij, België houdt zich aan de regel dat de geloofsbrieven van de ambassadeurs aan de Koning worden overhandigd en heeft niet de bedoeling de wederkerigheidsregel toe te passen.

IV. — VOTES

Lors de la réunion du 6 juin 1989, la Commission n'a pu émettre de vote valide, le quorum des présents n'étant pas atteint lorsque l'article 1^{er} du budget a été mis aux voix (Règlement art. 19, 2).

Lors de la réunion du 8 juin 1989, les crédits du budget afférents au secteur des Affaires étrangères ont été adoptés par 13 voix contre 2.

*
* *

L'ensemble du budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement pour 1989 a été adopté par 13 voix contre 2.

Le Rapporteur,

H. VAN WAMBEKE

Le Président,

J. GOL

IV. — STEMMINGEN

Ter vergadering van 6 juni 1989 kon de Commissie niet geldig stemmen, aangezien het vereiste aantal leden niet aanwezig was toen artikel 1 van de begroting in stemming werd gebracht (Art. 19,2 van het Reglement).

Ter vergadering van 8 juni 1989 werden de begrotingskredieten met betrekking tot de sector Buitenlandse Betrekkingen met 13 tegen 2 stemmen aangenomen.

*
* *

De gehele begroting van het Ministerie van Buitenlandse Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking werd met 13 tegen 2 stemmen aangenomen.

De Rapporteur,

H. VAN WAMBEKE

De Voorzitter,

J. GOL